

Migration et développement : Une perspective théorique

Hein de Haas

Version traduite d'un article publié sous sa forme finale et définitive dans
International Migration Review, Volume 44 (1), 2010, 227-264

Résumé analytique

Le débat sur la migration et le développement est passé plusieurs fois d'une extrémité à l'autre : optimisme développementaliste dans les années 1950 et 1960, pessimisme néo-marxiste au cours des années 1970 et 1980, évolution vers des perspectives plus nuancées et pluralistes dans les années 1990. Cette analyse soutient que ces évolutions du débat sur la migration et le développement doivent avant tout être appréhendées dans le cadre de changements paradigmatiques plus généraux en matière de théorie sociale et développementale. Toutefois, les données empiriques, en révélant l'hétérogénéité des impacts de la migration, viennent remettre en question cette opposition classique entre perspectives optimistes et pessimistes. En intégrant et révisant les contributions de la nouvelle économie des migrations de travail, des analyses des moyens de subsistance (*livelihood*) issues des études du développement et des perspectives transnationales issues des études de la migration (qui partagent toutes plusieurs bases conceptuelles communes, demeurant à ce jour inobservées), cette analyse dresse les contours d'un cadre conceptuel qui intègre simultanément les perspectives structurelles et les questions relatives à l'agencéité (*agency*). En conséquence, ce cadre permet de prendre en compte l'hétérogénéité des interactions entre migration et développement. Par là-même, il révèle la naïveté des récentes perspectives qui associent la migration à un développement « par le bas », basé sur l'auto-assistance. Ces perspectives sont principalement le fruit d'une posture idéologique qui fait peu de cas des contraintes structurelles et du rôle crucial des États, qui doivent mettre en place les conditions propices pour que la migration se traduise par des impacts développementaux positifs.

Mots clés : théorie migratoire, théorie du développement, agencéité, théorie sociale, néo-marxisme, développementalisme, transnationalisme.

Introduction¹

Ces dernières années ont vu un incroyable regain d'optimisme, tout autant qu'un regain général d'intérêt, concernant la question de la migration et du développement parmi les responsables politiques et les universitaires. Après plusieurs décennies de pessimisme et de préoccupations relatives à la fuite des cerveaux (*brain drain*), les gouvernements des pays émetteurs placent aujourd'hui de nouveaux espoirs dans leurs ressortissants qui migrent vers l'étranger et dans leurs « diasporas », dont ils reconnaissent le potentiel en tant qu'investisseurs et acteurs du développement. En particulier, en matière de redistribution des revenus, de réduction de la pauvreté et de croissance économique générale, l'afflux des transferts de fonds est souvent considérée comme un instrument plus efficace que les grands programmes de développement bureaucratiques ou l'aide au développement (Kapur, 2003, Ratha, 2003, Jones, 1998).

Cependant, la récente redécouverte du lien entre migration et développement fait souvent abstraction des informations glanées au fil des recherches et des expériences politiques des années précédentes. De surcroît, une nouvelle tendance est apparue, visant à étudier séparément les *causes* et les *impacts* de la migration, aujourd'hui deux sujets principalement distincts des recherches sur la migration. Cette évolution est regrettable puisque les facteurs développementaux qui influencent la décision de migrer sont également susceptibles de façonner les résultats développementaux dans les pays et les communautés de destination (Taylor, 1999). Troisièmement, de manière plus générale, le débat critique sur la migration a toujours tendu à séparer artificiellement les causes (les déterminants) et les conséquences (les impacts) développementales de la migration des processus plus généraux de changement social (y compris économique²).

A l'inverse, nous devrions appréhender la migration comme (i) un processus qui est une partie intégrante des processus de transformation plus généraux regroupés sous le terme

¹ L'auteur remercie Oliver Bakewell, Stephen Castles, Raúl Delgado-Wise et Parvati Raghuram pour leurs précieux commentaires sur la version précédente de ce document.

² « Social » est appréhendé ici dans son sens le plus large, c'est-à-dire en tenant compte des dimensions économiques, culturelles et politiques du changement. Ainsi, le terme « social » n'est pas employé par opposition à « économique » puisque les processus économiques sont considérés comme une partie intégrante des processus sociaux dans leur ensemble.

« développement » mais (ii) qui possède également ses propres dynamiques internes, à la fois auto génératrices et autodestructrices, et (iii) qui influence lui-même ces processus de transformation. Sur le plan théorique, les implications de cette *contextualité* sont importantes. Comme la migration n'est pas une variable exogène, mais plutôt une *partie intégrante* de plus vastes processus sociaux et développementaux, les impacts de la migration sur le développement sont également intrinsèquement hétérogènes.

La débat portant spécifiquement sur la migration et le développement a suivi une évolution assez différente de la théorie migratoire générale. En raison de leur attachement aux processus migratoires ou aux sociétés réceptrices, les théories migratoires générales n'apportent pas d'informations *spécifiques* sur la nature des impacts de la migration sur le développement des sociétés émettrices, et encore moins sur la caractère hétérogène de ces impacts. Il nous faut donc inscrire la question de la migration et du développement dans une perspective plus globale centrée sur la théorie sociale et migratoire.

L'objectif premier de cet exposé est d'examiner comment les théories relatives à la migration et au développement ont évolué au cours des cinquante dernières années. Cet examen révèle que les évolutions discursives du débat sur la migration et le développement suivent les changements paradigmatiques plus généraux de la théorie sociale et développementale. En premier lieu, nous aborderons les perspectives traditionnelles « optimistes » et « pessimistes » et nous analyseront les liens étroits qui les unissent aux courants fonctionnalistes et structuralistes de la théorie sociale. Ensuite, nous passerons en revue les perspectives de la migration et du développement à la fois plus « pluralistes » (tenant compte à la fois de l'agencité et de la structure) et plus avancées qui ont récemment vu le jour. Le deuxième objectif de cet exposé consiste à dresser les contours d'un cadre conceptuel qui permettra d'analyser l'hétérogénéité des interactions entre migration et développement selon une perspective plus globale de théorie sociale. Ce cadre sera construit en intégrant et remaniant les perspectives pluralistes récentes sur la migration et le développement, perspectives qui, le plus souvent, ont évolué séparément, dans des domaines d'étude distincts portant sur l'économie de la migration, le développement et les migrants.

Migration et développement : Optimistes vs. pessimistes

Au cours des cinquante dernières années, l'impact de la migration sur le développement des communautés et des pays d'origine des migrants a fait l'objet d'un débat permanent et parfois animé, opposant les points de vue des « optimistes » et des « pessimistes » de la migration (cf. Taylor, 1999). Cette division des perspectives sur la migration et le développement reflète de divisions plus profondes dans les domaines de la théorie sociale (c.-à-d. paradigmes fonctionnalistes vs. structuralistes) et de la théorie du développement (c.-à-d. paradigmes de la croissance équilibrée vs. du développement asymétrique). Elle incarne aussi de manière éclatante les divisions idéologiques entre les perspectives centrées sur l'État et les perspectives libérales. Le Tableau 1 fait la synthèse des divergences d'opinion de ces deux écoles de pensée concernant la migration et le développement.

Tableau 1. Visions opposées de la migration et du développement

Optimistes		Pessimistes
Fonctionnaliste	↔	Structuraliste
Néo-classique	↔	Néo-marxiste
Modernisation	↔	Désintégration
Transfert net Nord-Sud	↔	Transfert net Sud-Nord
Gain de cerveaux	↔	Fuite de cerveaux
Plus d'égalité	↔	Plus d'inégalité
Investissement par transfert de fonds	↔	Consommation
Développement	↔	Dépendance
Moins de migration	↔	Plus de migration

Les débats universitaires et politiques au sujet de la migration et du développement sont passés plusieurs fois d'une extrême à l'autre, l'optimisme ayant dominé jusqu'au début des années 1970 avant de faire place au pessimisme jusqu'aux années 1990, puis de revenir plus récemment au goût du jour (voir Tableau 1). Cette analyse démontrera que ces va-et-vient suivent les changements paradigmatiques plus globaux de la théorie sociale et développementale. Les sections suivantes explorent les racines théoriques de ces différents courants de pensée relatifs à la migration et au développement.

Tableau 2. Principales phases d'évolution des politiques et des recherches en matière de migration et de développement, post-1945

Période	Communauté de recherche	Domaine politique
jusque 1973	Vision optimiste de la migration et du développement	Visions développementalistes ; les transferts de capitaux et de connaissances par les migrants aideraient les pays en développement à prendre le chemin du développement. Développement étroitement associé au retour.
1973-1990	Vision pessimiste de la migration et du développement (dépendance, fuite des cerveaux)	Scepticisme grandissant ; la fuite des cerveaux préoccupe ; après plusieurs expérimentations de politiques relatives à la migration de retour s'attachant à l'intégration dans les pays récepteurs. Migration largement ignorée dans le domaine du développement ; renforcement des politiques sur l'immigration.
1990-2001	Rééquilibrage en faveur de perspectives plus subtiles sous l'influence de travaux empiriques (NEMT, approches centrées sur les moyens de subsistance, transnationalisme)	Scepticisme obstiné et quasi ignorance de la question ; « migration et développement, plus personne n'y croit » (Taylor et al., 1996a: 401) ; nouveau renforcement des politiques sur l'immigration.
> 2001	Essor de la recherche, en particulier sur les transferts de fonds. Visions généralement positives. Dissociation du développement et du retour.	Résurgence de l'optimisme concernant migration et développement sous l'influence de l'essor des recherches sur les transferts, et renversement soudain : transferts de fonds, <i>gain de cerveaux</i> , participation de la diaspora comme outils vitaux pour le développement. La contribution de la migration au développement est souvent associée aux espoirs placés de nouveau dans la migration circulaire et la migration de retour.

Source : Adapté de De Haas (2007a)

Perspectives optimistes : théories néo-classique et développementaliste

La théorie migratoire néo-classique conçoit la migration comme une forme d'allocation optimale des facteurs de production au bénéfice des pays émetteurs et récepteurs. Dans cette perspective de « croissance équilibrée », le déplacement du travail des zones rurales et agricoles vers les zones urbaines et industrielles (au sein ou à l'extérieur du pays) est perçu comme une condition préalable de la croissance économique et, par conséquent, comme un élément constitutif du processus de développement dans son ensemble (Todare, 1969:39). Le libre mouvement de la main-d'œuvre au sein d'un marché entièrement libéralisé finira par aboutir à sa raréfaction, qui se traduira par une plus grande productivité marginale du travail et l'augmentation des salaires dans les pays émetteurs. Parallèlement, les flux de capitaux devraient suivre le mouvement inverse : des pays pauvres en main-d'œuvre aux pays émetteurs pauvres en capitaux. A long terme, ce processus d'égalisation des prix des facteurs (le modèle Heckscher-Ohlin) prévoit que

le phénomène de la migration prend fin une fois que convergent au même niveau les salaires des pays d'origine et ceux des pays de destination (Massey et al., 1998).

Dans un monde strictement néo-classique, le rôle développemental de la migration est exclusivement réalisé par l'égalisation du prix des facteurs. Comme l'indique Djajic (1986), la théorie néo-classique de la migration excluait initialement la possibilité d'un gain pour les non-migrants. A proprement parler, la théorie néo-classique de la migration ne laisse donc aucune place aux transferts de fonds à destination des pays d'origine (Taylor, 1999:65)³. Elle tend à dépeindre les migrants comme des individus atomistiques à la recherche de la plus grande utilité et à ignorer les autres motivations migratoires ainsi que l'appartenance des migrants à d'autres groupes sociaux tels que les ménages, les familles et les communautés.

Selon les positions dominantes des années 1950 et 1960 en matière de théorie du développement, les migrants de retour étaient d'importants acteurs du changement et de l'innovation. Il était escompté des migrants qu'ils rapportent non seulement de l'argent mais aussi de nouvelles idées, connaissances et attitudes entrepreneuriales. Ainsi, les migrants étaient censés jouer un rôle positif en matière de développement et contribuer à l'accélération de la diffusion des techniques modernes dans les pays en développement. Les transferts de fonds étaient aux aussi considérés comme des outils importants pour stimuler la croissance économique.

De telles perspectives optimistes s'inspiraient pleinement d'études antérieures sur la migration rurale-urbaine à l'intérieur de l'Europe et des États-Unis et s'appuyaient également sur l'expérience migratoire historique de l'Europe vers les États-Unis. En outre, elles reflétaient la prédominance des perspectives « développementalistes » dans la théorie du développement et la théorie des vingt années suivant la Deuxième Guerre Mondiale. Les perspectives évolutionnistes en matière de développement étant alors dominantes, il était attendu des pays récemment décolonisés qu'ils suivent le même chemin menant à la modernisation, l'industrialisation et la croissance économique rapide que de nombreux pays occidentaux avaient suivi. Partant de l'hypothèse que le plus grand problème de ces pays provenait de leurs capitaux limités, le

³ Comme nous le verrons plus loin, les modèles historiques-structuralistes ont porté aussi peu d'attention aux flux de ressources inverses, tels que les transferts de fonds, que les modèles néo-classiques.

modèle développementaliste postulait que les transferts de capitaux à grande échelle (par exemple, par le biais de prêts, d'aide ou de transferts de fonds) permettraient aux pays pauvres de se mettre sur la voie d'un développement économique et d'une industrialisation rapides. La migration nationale et internationale de la main-d'œuvre faisait partie intégrante de ce processus, en contribuant à une répartition spatiale optimale des facteurs de production et, par conséquent, de meilleurs résultats globaux.

Dans la même période de l'après-guerre, la migration de travail en provenance des pays « en développement » et à destination des pays « développés » a commencé à prendre de l'envergure. De nombreux pays où la main-d'œuvre était excédentaire ont commencé à prendre part aux processus migratoires, dans un contexte d'espoir concernant « l'avènement d'une ère nouvelle » (Papademetriou, 1985:212). Les gouvernements des pays en développement, par exemple ceux du bassin méditerranéen, se sont mis à encourager activement la migration, qu'ils considéraient comme un des instruments les plus efficaces pour promouvoir le développement (Adler, 1981, Penninx, 1982, Heinemeijer et al., 1977).

Au niveau macro, les transferts de fonds étaient perçus comme une source vitale de monnaie forte. Au niveau méso et micro, la migration devait entraîner une amélioration de la situation économique des régions émettrices. Les transferts de fonds permettraient d'améliorer la répartition des revenus et la qualité de vie avec une efficacité bien supérieure à toute approche du développement (Keely et Tran 1989:500). De surcroît, les travailleurs migrants ou « travailleurs invités » réinvestiraient substantiellement dans des entreprises de leur pays d'origine après leur retour largement anticipé. Les travailleurs migrants représentaient « un espoir pour le développement industriel de leur pays natal » (Beijer, 1970:102) et nombreux étaient ceux qui pensaient que « l'émigration à grande échelle pouvait contribuer au meilleur des deux mondes : une croissance rapide dans le pays d'immigration. . . et une croissance rapide dans le pays d'origine » (Kindleberger, 1965:253).

Bien que cet optimisme ait commencé à flétrir à partir de 1970, plusieurs gouvernements, en particulier dans les régions de l'Asie et du Pacifique, ont continué à nourrir une image de la migration internationale comme l'un des principaux moteurs du développement économique

(Bertram, 1986, Bertram, 1999, Fraenkel, 2006). L'alliance de la migration, des transferts de fonds, de l'aide et de la bureaucratie (gouvernementale) – le modèle « MIRAB » (Bertram, 1999, Bertram, 1986) – devait contribuer à l'essor économique des pays en développement (Hayes, 1991, McKee et Tisdell, 1988:418).

Perspectives pessimistes : causalité cumulative et « syndrome du migrant »

À partir de la fin des années 1960, les perspectives optimistes sont de plus en plus remises en question sous l'influence conjuguée (i) d'une évolution paradigmatique de la théorie sociale et du développement vers une vision historique-structuraliste (Frank, 1966, Frank, 1969) et (ii) d'études empiriques et d'expériences politiques qui corroborent assez peu les visions optimistes (Penninx, 1982, De Mas, 1978). En fait, ces nouvelles perspectives renversent totalement les arguments des approches néo-classiques et développementalistes : la migration est dorénavant perçue comme un facteur d'*accroissement* des disparités spatiales (interrégionales et internationales) entre les niveaux de développement, et non plus comme un facteur de réduction de ces disparités.

Le paradigme historique-structuraliste considère la migration comme un moyen de « fuir la misère » causée par l'expansion du capitalisme mondial, ce dernier étant donc intrinsèquement incapable de changer les conditions structurelles qui entraînent la migration. Par conséquent, la migration est perçue comme un phénomène aggravant les problèmes de sous-développement. Comme le soutient Papademetriou (1985:111-112), la migration pourrait contribuer, dans les pays émetteurs, à l'amenuisement non contrôlé de leurs ressources en travailleurs qualifiés, déjà maigres, et des membres les plus dynamiques, les plus productifs et les mieux portants de leur population.

Cette vision se développe parallèlement aux préoccupations relatives à la « fuite des cerveaux ». Bien que les gouvernements de nombreux pays émetteurs se soient montrés comparativement favorables à l'émigration de leurs ressortissants les moins instruits, ils adoptent une attitude généralement plus négative vis-à-vis de l'émigration des travailleurs qualifiés. Cette émigration

est perçue comme un phénomène destituant les pays pauvres de leurs rares ressources en main-d'œuvre professionnelle et qualifiée, dans lesquelles les États ont investi de nombreuses années d'enseignement (Baldwin, 1970). S'inverse également la vision de la contribution de la migration et des transferts de fonds au développement, la perspective dominante considérant alors que les transferts de fonds ont plutôt pour effet de stimuler la consommation et l'inflation dans les autres régions et que les migrants investissent rarement leurs fonds dans des entreprises productives.

Ces perspectives pessimistes semblent épouser la théorie de causalité cumulative⁴ élaborée par Gunnar Myrdal (1957). Cette théorie soutient que le développement capitaliste se caractérise inévitablement par l'approfondissement des inégalités spatiales en matière de bien-être. Une fois qu'un différentiel de croissance est apparu, les économies d'échelle internes et externes (effets d'agglomération et de multiplication) perpétuent et accentuent ce schéma bipolaire, qui se caractérise par le cercle vicieux de la pauvreté en périphérie et l'accélération de la croissance au centre. Ainsi, les activités économiques des régions et des pays dotés d'un avantage initial drainent les investissements et encouragent la migration des populations les plus compétentes des régions et des pays périphériques. Même si des « effets de propagation » sont observés, tels que l'augmentation de la demande en produits agricoles et du commerce de matières premières en provenance de la périphérie (ou des transferts de fonds), ils ne suffisent pas à contrebalancer les « effets de remous » défavorables.⁵ Myrdal affirme donc que le système capitaliste, s'il ne s'accompagne pas de politiques nationales solides, favorise l'accroissement des inégalités spatiales.

La théorie de la causalité cumulative peut s'appliquer au niveau national et international et, de toute évidence, se rapproche des modèles centre-périphérie et de la théorie néo-marxiste du développement. Ainsi, la causalité cumulative peut-elle être utilement appliquée aux perspectives historiques-structuralistes sur la migration et le développement. La migration devrait avoir pour effet d'affaiblir les économies nationale et régionale en les privant de leur précieux capital

⁴ Cette perspective est à distinguer de l'emploi plus spécifique du terme de « causalité cumulative » par Massey (1990) pour expliquer pourquoi les impacts économiques et sociaux de la migration rendent plus susceptible l'apparence de nouvelles migrations.

⁵ Myrdal reconnaît également que les étapes ultérieures du développement industriel pourront s'accompagner d'effets de propagation qui pourront stimuler la croissance des régions périphériques.

humain et matériel, qui est exploité au profit des pays industrialisés (migration internationale) et de l'élite capitaliste basée dans les centres urbains des pays en développement (migration interne), où se concentrent les besoins en main-d'œuvre bon marché. La migration affaiblit les économies régionales et locales en privant les communautés de leur force de travail la plus précieuse, en accroissant leur dépendance envers les pays du centre (dont les transferts de fonds ne sont qu'une manifestation) et en stimulant l'émigration. Petit à petit, les structures de production des régions émettrices s'affaiblissent elles aussi, contribuant à une « croissance asymétrique » (à l'opposé du modèle d'équilibre néo-classique, basé sur l'égalisation des prix des facteurs), de même qu'à la pérennisation du sous-développement et de la dépendance des pays sous-développés envers les pays développés (cf. Almeida, 1973). Cette paupérisation encourage à son tour l'émigration. Cette vision suppose donc implicitement que la migration est une fonction plus ou moins linéaire des disparités en matière d'opportunités spatiales, du développement et de la pauvreté.

Les études empiriques menées dans les régions émettrices de migrants ont largement confirmé les funestes prévisions de la causalité cumulative (pour un rapport de synthèse, consultez Lewis, 1986, Lipton, 1980), corroborant ainsi l'hypothèse que la migration contribue au « développement du sous-développement », et non le contraire (Rhoades, 1979, Almeida, 1973, Lipton, 1980, Rubenstein, 1992, Reichert, 1981, Binford, 2003) (Keely et Tran, 1989:501). Ces perspectives négatives ont par la suite été regroupées sous le terme de « syndrome du migrant » (Reichert, 1981)⁶, que l'on peut illustrer par le cercle vicieux suivant :

migration → plus de sous-développement → plus de migration, etc.

La Figure 1 résume les divers mécanismes négatifs de répercussion par lesquels la migration est censée accentuer les problèmes de sous-développement (au lieu de les atténuer) et, par conséquent, de creuser le fossé des inégalités entre pays émetteurs et récepteurs. Bien que la *fuite des cerveaux* (« *brain drain* ») ait principalement capté l'attention, un autre phénomène semble plus pertinent dans le contexte de la migration peu qualifiée : la « fuite des bras » (*brawn drain*) (Penninx, 1982:793), c'est-à-dire le départ à grande échelle d'hommes jeunes et vigoureux des

⁶ Cité dans Taylor (1999:64).

zones rurales (Lewis, 1986). Cette perte de main-d'œuvre est généralement mise en cause pour expliquer la pénurie de travailleurs agricoles (Taylor, 1984) tout autant que la baisse de la productivité agricole (Rubenstein, 1992:13). De plus, cette masse de migrants est généralement décrite comme une ensemble d'hommes jeunes et compétents, qui seraient les plus à-même de stimuler l'agriculture grâce à l'innovation (Lipton, 1980:7+11). De la même manière, d'autres secteurs économiques traditionnels, tels que les industries artisanales, devraient également subir les conséquences de cette perte de main-d'œuvre.

Deuxièmement, la migration est considérée comme un facteur d'*accroissement des inégalités* dans les communautés émettrices de migrants. Comme les migrants sont généralement les individus occupant déjà un emploi, démontrant un plus grand esprit d'initiative, plus ouverts et relativement mieux instruits, les transferts de fonds et autres avantages de la migration profitent de manière disproportionnée aux personnes déjà mieux nanties (Zachariah et al., 2001, Lipton, 1980). En conséquence, la migration ne contribue aucunement à la réduction de la pauvreté. Il est même possible que l'affaiblissement progressif des économies traditionnelles vienne encore accentuer la destitution des individus les moins nantis (non-migrants).

Une autre hypothèse courante que l'on retrouve dans les études de la migration et du développement consiste à affirmer que les migrants et leur famille n'investissent pas leur argent de manière productive mais plutôt à des fins de « consommation ostentatoire »⁷, par exemple de biens de consommation importés, ou dans des entreprises soi-disant non productives telles que le logement (Entzinger, 1985:268, Lewis, 1986). Dans ses travaux précurseurs, Lipton (1980:12) conclut que les bénéficiaires utilisent avant tout les transferts de fonds pour rembourser les dettes contractées pour financer l'émigration ou l'éducation de leurs enfants. Selon Lipton, plus de 90 % des transferts de fonds sont dépensés dans des biens de consommation de tous les jours. La plupart des habitudes de consommation des individus visent à renforcer leur statut, par exemple en consacrant de grandes sommes aux dots, à l'organisation de fêtes et de funérailles ou à la construction de logements imposants et luxueux. Les transferts de fonds peuvent également être

⁷ Veblen (1970) a été le premier à utiliser cette expression pour décrire la manière dont les nouveaux riches consommaient certains articles afin d'exhiber leur nouveau statut social. Veblen, T. (1970), *Théorie de la classe de loisir*. Unwin: London.

utilisés pour financer directement la migration des autres membres de la famille (cf. van Dalen et al., 2005).

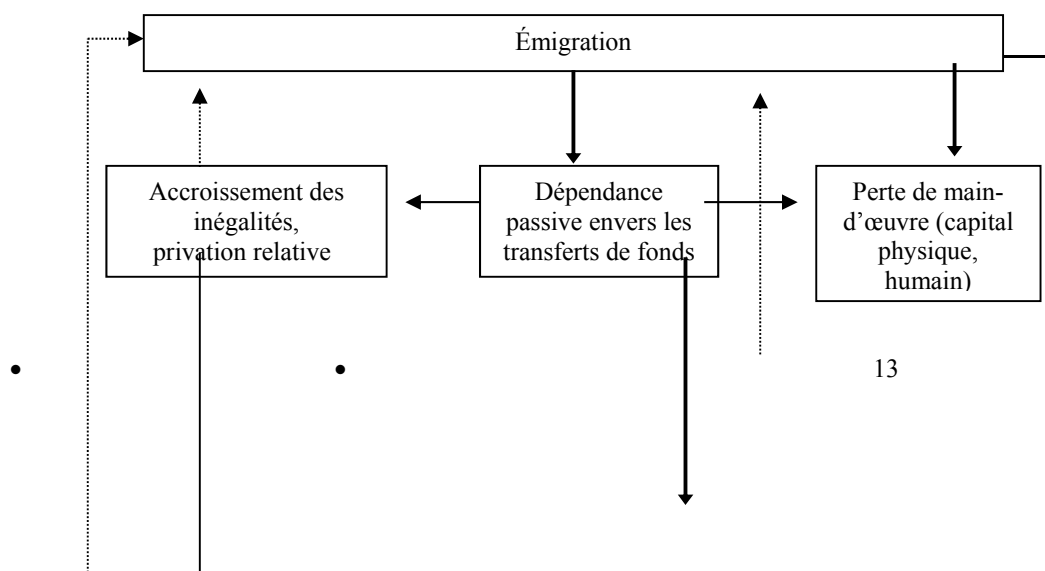
Selon Lipton, dans le classement des usages les plus fréquents des transferts de fonds, les investissements n'occupent que la quatrième place. De plus, ceux-ci sont décrits sous un jour défavorable comme des « investissements de consommateurs », c'est-à-dire comme un transfert de capital plutôt que comme une création de capital : achat de terres, utilisation des transferts de fonds pour recruter des travailleurs (ex : pour l'entretien des systèmes d'irrigation) qui remplaceront la main-d'œuvre familiale ou encore mécanisation des tâches, préférée à l'accroissement de la productivité ou à un meilleur usage des rares terres cultivables (des perspectives très semblables sont également exposées par Rubenstein, 1992, Lewis, 1986, Zachariah et al., 2001). D'autres études mentionnent le manque de créativité et d'innovation des investisseurs migrants, qui se traduit par des manifestations uniformes de leurs investissements : épiceries, petits restaurants et transport par camion, ou propositions de deuxième choix dans un secteur surchargé (Penninx, 1982:802-803).

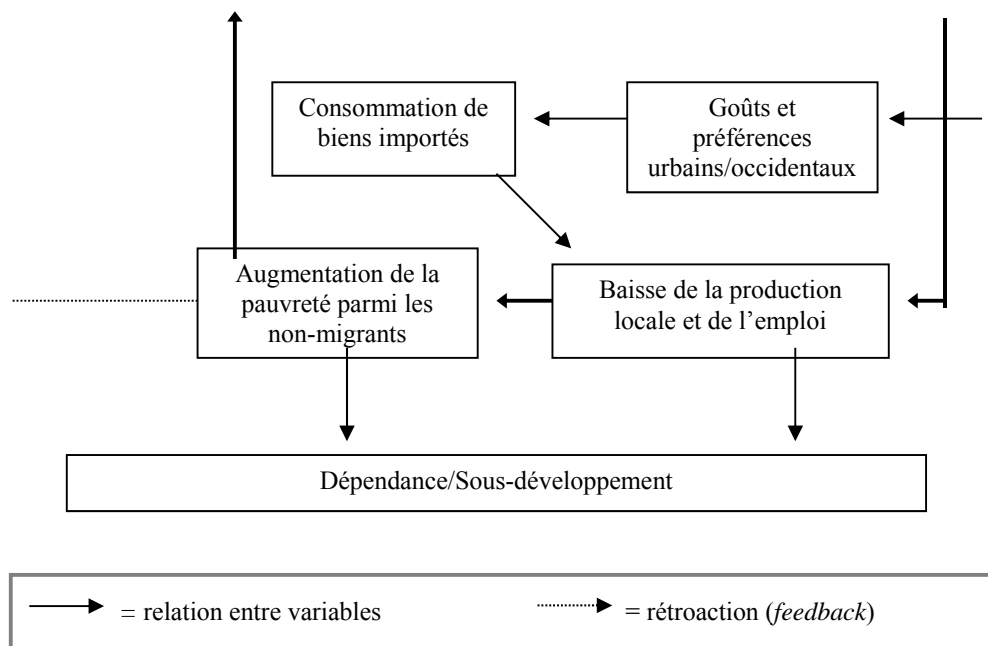
Dans les cadres pessimistes, ces dépenses « non productives » sont souvent considérées comme des facteurs d'affaiblissement des économies locales et régionales et d'intensification de la dépendance. Premièrement, en stimulant la consommation et l'achat de terres, les migrants favorisent l'inflation (cf. Russell, 1992) et la hausse des prix (Appleyard, 1989, Rubenstein, 1992), ce dont les non-migrants, déjà moins bien nantis, souffrent le plus. Ce phénomène creuse donc les inégalités. Deuxièmement, de nombreux articles de consommation (postes de télévision, appareils ménagers, réfrigérateurs, vêtements et étoffes à la mode, matériaux de construction, articles de décoration, produits alimentaires modernes, engrais, etc.) ne sont pas produits localement et doivent être importés des zones urbaines ou de l'étranger. S'ensuit alors un effet d'éviction de la production traditionnelle et locale accompagné d'un effet de renforcement des économies centrales, avec pour conséquence finale l'intensification du processus de croissance asymétrique et des disparités régionales entre le centre et la périphérie. Troisièmement, les rares investissements productifs des migrants sont principalement effectués dans des zones urbaines à l'extérieur du village ou de la région d'origine. Il y a donc une *fuite* des investissements par transferts de fonds hors des zones émettrices de migrants, qui exacerbe encore davantage les

disparités régionales en matière de richesse. Toutes ces observations confirment les prédictions de la théorie de causalité cumulative, selon laquelle la migration accentue les inégalités spatiales au lieu de les réduire.

Ainsi, les conséquences socioculturelles de la migration ont souvent été décriées. La migration est généralement considérée comme un phénomène favorisant les attitudes consuméristes et non productives ainsi que la dépendance envers les transferts de fonds dans les communautés émettrices. Au contact de la richesse des migrants (de retour) et des biens et des idées qu'ils rapportent avec eux, les goûts des communautés rurales évoluent (Lipton 1980:12), avec pour conséquence une baisse de la demande pour les biens produits localement, une augmentation de la demande pour les biens importés produits en milieu urbain ou à l'étranger et, en fin de compte, une augmentation générale du coût de la vie dans les communautés émettrices. La migration est souvent rendue responsable de la perturbation des systèmes sociaux traditionnels basés sur la parenté et des structures traditionnelles d'entraide (King et Vullnetari, 2006), de l'étiollement de la solidarité communautaire ou de l'affaiblissement de son « intégrité socioculturelle » (Hayes, 1991) et de l'effondrement des institutions et organisations traditionnelles qui régulent la vie au sein du village et l'agriculture (De Haas, 1998). Au contact de la richesse et de la réussite relatives des migrants, mais aussi de des nouveaux goûts et objectifs matériels « urbains », les jeunes générations commencent à voir la vie rurale sous un jour moins favorable et les résidents locaux perdent intérêt dans les secteurs d'activité traditionnels. Ces évolutions encouragent un plus grand nombre de personnes à émigrer. Ainsi s'établit une « culture de la migration » (Heering et al., 2004, Massey et al., 1993), dans laquelle les jeunes populations ne peuvent imaginer leur avenir qu'à travers la migration et se trouvent moins disposés à travailler et se construire un avenir au niveau local.

Figure 1. Cadre conceptuel du « syndrome du migrant » (perspectives pessimistes).





En résumé, la théorie migratoire de la causalité cumulative soutient que la migration accentue le sous-développement des sociétés émettrices de migrants par le biais de divers mécanismes de répercussions qui, à leur tour, stimulent l'émigration, perpétuant ainsi le cercle vicieux du « syndrome de la migration ». En termes néo-marxistes, la migration ne reproduit pas seulement le système capitaliste basé sur les inégalités sociales et spatiales - elle les accentue. Le principal impact positif de la migration, à savoir le renforcement du bien-être familial pour les migrants eux-mêmes, est considéré comme un effet purement temporaire et donc artificiel ou « cosmétique » (Lewis, 1986). La dépendance envers les transferts de fonds des migrants est même perçue comme un danger, partant de l'hypothèse que ces transferts diminueront rapidement aussi bien après le retour des migrants qu'après leur réinstallation et leur intégration dans les sociétés réceptrices, qui implique une rupture progressive de leurs liens économiques et sociaux avec leur société d'origine.

Critique des théories déterministes

Les années 1970 et 1980 ont vu une multiplication des micro-études empiriques sur les impacts développementaux de la migration, menées dans de nombreux pays émetteurs d'Amérique latine

(principalement au Mexique) et, dans une moindre mesure, de Méditerranée. Ces études tendaient à soutenir des perspectives pessimistes et historiques-structurelles, avec un degré d'adhésion toutefois variable (cf. Park, 1992, Almeida, 1973, Rubenstein, 1992, Reichert, 1981, Rhoades, 1979). Les perspectives pessimistes sur la migration et le développement ont eu une très grande influence et nombre d'entre elles - en particulier sur la tendance supposée des migrants à dépenser leur argent de manière improductive - ont marqué jusque très récemment les approches politiques, mais aussi universitaires, concernant la migration et le développement. Pourtant, l'on retrouve encore aujourd'hui parmi les universitaires, les politiciens et les médias cette vision de la migration comme un produit de la pauvreté qui entrave le développement et déstabilise la société, comme un *problème* qui doit être « résolu » par le biais de politiques migratoires restrictives ou de programmes d'aide ou de développement.

Cependant, il est possible de remettre en question ces perspectives pessimistes en raison de leur nature déterministe et circulaire et de l'incohérence logique de leurs arguments centraux. Premièrement, la nature déterministe et auto-affirmatrice de ces théories ne laisse aucune place à l'hétérogénéité relativement aux impacts spécifiques et localisés de la migration. Par exemple, ces théories ne parviennent pas à expliquer de manière plausible pourquoi les effets de propagation positifs (comme les transferts de fonds) ne pourraient pas, dans certaines conditions, contrebalancer et égaler les effets de retours négatifs. Elles prédisent un résultat sans suivre de cheminement explicatif plausible et elles ignorent les données empiriques sur les impacts développementaux favorables, pourtant possibles au moins dans certaines conditions.

Deuxièmement, le cercle vicieux de la paupérisation en périphérie et de la croissance au centre semble se reproduire *ad infinitum*. Cela implique une circularité difficile à défendre : il semble peu réaliste en effet de penser qu'aucun contre-mécanisme ne vienne jamais freiner ou modifier, au fil du temps, la nature de ce processus soi-disant linéaire. En particulier, jusqu'où la paupérisation peut-elle aller sans entraîner un déclin de la migration ? Elle doit forcément, à un moment donné, freiner la migration puisqu'elle implique une réduction du nombre de personnes capables de prendre en charge les coûts et les risques de la migration.

Ceci nous mène à la troisième objection, qui concerne l'hypothèse implicite, mais sans fondement empirique, selon laquelle la relation entre le développement et les niveaux d'émigration suit une progression linéaire et inversement proportionnelle. Les données empiriques indiquent plutôt que cette relation est curvilinéaire et que le développement, au moins initialement, tend à coïncider avec une augmentation rapide du taux de migration car le développement économique et social donne aux personnes les moyens, mais aussi l'inspiration, de migrer (de Haas, 2007b). Selon les théories de la transition vers la mobilité (Zelinsky, 1971) et de la « poussée de la migration » (Martin et Taylor, 1996), la relation entre le développement économique et l'émigration nette suit une courbe en forme de J ou de U inversé, plutôt qu'un schéma linéaire ou inversement proportionnel. En général, les sociétés plus développées sont également plus mobiles, et non le contraire (Skeldon, 1997).

Cette objection nous permet d'identifier une contradiction logique intrinsèque entre les deux arguments centraux sur lesquels s'appuient les sceptiques de la migration : d'un côté, la migration est supposée favoriser les inégalités car les migrants sont issus des groupes les plus nantis de la société. Cette hypothèse correspond relativement bien aux preuves empiriques. D'un autre côté, l'appauvrissement continu de la région d'origine est censé entraîner une hausse de la migration. Ceci semble incohérent : le premier argument suppose, à juste titre, qu'un certain seuil de richesse est nécessaire pour que la migration puisse se dérouler alors que le second argument suppose une relation linéaire négative entre la richesse et la migration. Il nous faut observer ici que les théories migratoires néo-classiques, de « répulsion-attraction » (*push-pull*) et autres théories d'utilité des lieux (*place-utility*) supposent elles-aussi (de manière erronée) l'existence d'une relation linéaire négative entre développement et émigration dans les pays émetteurs, mais qu'elles défendent cette supposition avec des arguments cohérents.

La quatrième et dernière critique est d'ordre empirique. Dans les années 1980 et 1990 s'est développé un corpus de recherche indiquant que les impacts de la migration sur le développement sont fondamentalement hétérogènes et que, si les conditions économiques et politiques sont favorables, la migration joue un rôle positif dans le développement des régions et des pays d'origine. Par exemple, dans les pays sud-européens tels que l'Espagne, l'Italie et la Grèce, et les pays est-asiatiques tels que la Malaisie et la Corée du Sud, les migrants ont souvent

joué un rôle dans le développement national par le biais de transferts de fonds, d'investissements, d'activités entrepreneuriales ainsi que de contributions au débat public et à l'évolution de la société (cf. Massey et al., 1998, de Haas, 2007a, Agunias, 2006).

Ainsi les mécanismes cycliques auto-générateurs du développement asymétrique et polarisé décrit par la théorie de la causalité cumulative ne peuvent-ils pas être considérés comme axiomatiques. Alors, en rétrospective, tout cela signifie-t-il que ce sont les optimistes de la migration qui avaient raison ? Il est plus probable que ni les pessimistes, ni les optimistes n'aient raison car, dans la réalité, les interactions entre migration et développement sont trop hétérogènes pour qu'elles puissent être résumées à des schémas théoriques déterministes permettant de prévoir à coup sûr les répercussions de la migration sur le développement.

Papademetriou et Martin (1991) avaient déjà conclu qu'il n'existe aucun mécanisme automatique grâce auquel la migration internationale entraîne le développement. Rares sont ceux qui réfuteraient cette observation ; pourtant, elle nous permet peu de comprendre les facteurs expliquant l'hétérogénéité des interactions entre migration et développement. Pour parvenir à telle compréhension, la véritable difficulté consiste à élaborer un cadre théorique adapté qui soit suffisamment sophistiqué pour rendre compte de l'hétérogénéité et de la complexité des interactions entre migration et développement, sans pour autant se limiter à l'empirisme et à un relativisme où « tout est local et singulier ». Cet objectif ne peut être atteint que par le biais de recherches théoriques et empiriques systématiques qui devraient nous aider à comprendre les structures sociales et les processus sociaux qui ne se reproduisent jamais sous la même forme mais qui expriment pourtant des principes communs de causalité (Tilly, 1984, in Skeldon 1997:13). En conséquence, toute analyse devrait avant tout chercher à mettre à jour les principes qui déterminent l'hétérogénéité spatiale et temporelle des interactions entre migration et développement.

Les conclusions des études empiriques sont clairement contradictoires. Dans certains cas, les impacts de la migration sur les différentes dimensions du développement économique et social semblent positifs, tandis que dans d'autres cas ces impacts semblent inexistants ou négatifs (de Haas, 2007a). Cette situation ne peut pas provenir uniquement des différentes orientations

paradigmatiques (qui interprètent différemment un ensemble de données empiriques semblables), idéologies politiques ou méthodologies : elle reflète également des différences bien réelles. Les recherches empiriques ont révélé que les mécanismes d'appauvrissement de la causalité cumulative ne correspondent pas toujours à la réalité, mais que le monde parfait néo-classique n'y correspond pas mieux. Les contraintes structurelles telles que l'accès fortement inégal à l'emploi, aux marchés, à l'éducation et au pouvoir jouent un rôle important dans le quotidien d'un grand nombre de personnes issues de communautés pauvres et limitent significativement leurs possibilités de sortir de la pauvreté et, plus généralement, du sous-développement. Il serait peu réaliste de penser que la seule migration permettrait aux individus de changer les structures en profondeur.

Ainsi, rejeter la rigidité des approches structurelles et néo-marxistes ne revient pas à nier l'importance des contraintes structurelles. Alors que les perspectives néo-classiques et développementalistes de la migration et du développement ont tendance à sous-estimer le rôle des contraintes structurelles, les perspectives structuralistes ont tendance à le surestimer et, en conséquence, à ignorer presque entièrement le rôle de l'agencité. C'est pourquoi tout perfectionnement de la perspective théorique de la migration et du développement devra tenir compte du rôle de la structure, c'est-à-dire de la nature propice ou défavorable du contexte général politique, institutionnel, économique, social et culturel, mais aussi de l'agencité, c'est-à-dire la *capacité limitée mais bien réelle* des individus à surmonter les contraintes et à potentiellement refaçonner les structures.

Visions pluralistes des interactions entre migration et développement

À la fin des années 1980 et dans les années 1990, des travaux empiriques de plus en plus nombreux ont reconnu la nature hétérogène et non déterministe des impacts de la migration sur le développement. Ce phénomène s'alignait sur le changement paradigmatique général de la théorie sociale contemporaine, qui s'éloignait des grandes théories pour épouser des approches plus pluralistes et hybrides, tenant simultanément compte de l'agencité et de la structure. Les spécialistes de la science sociale, inspirés par la pensée postmoderne et la théorie de la

structuration de Giddens (1984)⁸, ont alors cherché à harmoniser les approches basées sur l'agencéité et celles basées sur la structure. Il est essentiel de reconnaître la pertinence du pouvoir d'action comme de la structure car cela nous aide à mieux appréhender l'hétérogénéité des interactions entre migration et développement. Selon une telle approche « plurielle », les interactions entre structure et acteur permettent une plus grande diversité de résultats que ne l'auraient permis la simple agrégation de décisions individuelles (Skeldon, 1977:18) ou les impératifs unidirectionnels des structures.

Ce changement général de paradigme dans la théorie sociale a également profondément influencé le débat universitaire sur la migration et le développement. Au cours des années 1980 et 1990, la nouvelle contribution la plus importante est venue de la « nouvelle économie des migrations de travail » (NEMT). En raison de divisions disciplinaires, les nombreux parallèles entre la NEMT et les autres courants « pluralistes » de l'analyse du développement (les approches centrées sur les moyens de subsistance) sont restés inobservés, tout autant que ses liens avec les recherches sociologiques et anthropologiques sur le transnationalisme des migrants. Les sections suivantes examineront ces trois courants de recherche et démontreront comment il est possible de les associer pour aboutir à une vision plus nuancée des interactions réciproques entre migration et développement, qui intègre les perspectives axées sur la structure comme sur l'agencéité, et laisse suffisamment de place à l'analyse pour expliquer l'hétérogénéité des relations entre la migration et les processus de développement plus généraux.

Nouvelle économie des migrations de travail (NEMT)

⁸ La théorie de la structuration postule que les structures, règles et normes qui apparaissent sont les résultats des pratiques et des actions quotidiennes, intentionnelles et non intentionnelles, des individus. Ces formes structurelles façonnent par la suite les actions des individus (en les rendant possible, en les entravant), non pas par détermination stricte — comme ont tendance à le supposer les approches structurelles — mais selon une gamme de possibilités. Bien que certaines activités individuelles deviennent routinières et servent principalement à reproduire les structures, les règles et les institutions, d'autres activités disposent d'une *agencéité* : elles servent à changer le système et peut-être, au bout d'un certain temps, à façonner de nouvelles règles (Giddens, 1984). Cette recréation permanente des structures par le biais de l'agencéité constitue ce que Giddens nomme la nature *réursive* de la vie sociale, dans laquelle les structures sont considérées à la fois comme un outil de reproduction des pratiques humaines et un résultat de cette reproduction.

Dans les années 1980 et 1990, la nouvelle économie des migrations de travail (NEMT) a vu le jour en tant que réponse critique à la théorie néo-classique de la migration (Massey et al., 1993:436). La théorie de la nouvelle économie des migrations de travail rejette les modèles néo-classiques pour leur ignorance quasi complète des contraintes et pour leur trop grande rigidité, qui les rend inaptes à appréhender la complexité et la diversité des interactions entre migration et développement. C'est Stark (1978, 1991) en particulier qui a revitalisé la pensée sur le migration à l'intérieur et en provenance des pays développés en inscrivant le comportement des migrants individuels dans un contexte sociétal plus large et en considérant que l'unité la plus apte à prendre des décisions n'est pas l'individu mais plutôt la famille ou le *ménage*. Cette nouvelle approche plus large permet de tenir compte de nouveaux facteurs, autres que l'optimisation de l'utilité individuelle, qui jouent un rôle dans la décision de migrer.

La nouvelle économie des migrations de travail modélise la migration comme un comportement de partage des risques au sein des familles ou des ménages. Il semble en effet que les ménages aient de plus grandes capacités que les individus à diversifier leurs ressources, par exemple l'emploi, afin de réduire les risques en matière de revenus (Stark et Levhari, 1982). Ce raisonnement s'appuie sur l'hypothèse que les individus, les ménages et les familles n'agissent pas seulement pour optimiser leurs revenus mais aussi pour minimiser et répartir les risques. La migration interne et internationale est perçue comme une réaction des ménages visant à sécuriser leur revenu puisque les transferts de fonds des migrants fonctionnent comme une assurance pour le revenu des ménages du pays d'origine. Cette volonté de répartir les risques peut même expliquer le phénomène de la migration en l'absence de différence de salaires (escomptée). Ainsi, pour les ménages dans leur ensemble, l'émigration de l'un de leurs membres peut représenter une stratégie Pareto-supérieure, comme moyen de partager les risques et/ou comme investissement pour accéder à des flux de revenu plus élevés (Lucas et Stark, 1985:902).

La migration n'est pas seulement envisagée comme une stratégie de répartition des risques des ménages mais aussi comme un moyen de surmonter diverses contraintes relatives aux marchés. La nouvelle économie des migrations de travail situe le ménage au sein des marchés des crédits (capitaux) et des risques (assurance) qui sont imparfaits dans la plupart des pays en développement (Stark et Levhari, 1982, Stark, 1985, Taylor, 1986, Taylor et Wyatt, 1996,

•

•

Taylor, 1999). Ces marchés sont souvent faiblement développés ou difficiles d'accès pour les groupes n'appartenant pas aux élites. La migration peut donc constituer une stratégie permettant aux ménages de dépasser les contraintes de ces marchés, en particulier grâce aux transferts de fonds, car elle leur permet d'investir dans des activités productives et d'améliorer leur bien-être (Stark, 1980). Alors que la théorie néo-classique de la migration ignore les transferts de fonds, la NEMT considère ces derniers comme l'une des principales motivations de la migration. Sur le plan conceptuel, ceci implique que la contribution des migrants en matière de développement n'est pas nécessairement liée à la migration de retour. Les migrants établis à l'étranger de manière temporaire ou permanente, ainsi que leurs descendants, peuvent contribuer au développement par les transferts de fonds.

En plus d'adopter une conceptualisation radicalement différente de la migration en tant que stratégie des ménages pour diversifier les risques et surmonter les contraintes des marchés, la NEMT critique également la conception de la plupart des travaux empiriques antérieurs. Selon Taylor *et al.* (1996a:1),

les travaux antérieurs se sont montrés indûment pessimistes vis-à-vis des perspectives de développement en conséquence de la migration internationale, principalement parce qu'ils n'ont pas tenu compte des diverses influences, complexes et souvent indirectes, que la migration et les transferts de fonds exercent sur le statut économique des ménages et sur les communautés dans lesquels ils vivent. [*traduction*]

Cette critique met en lumière le manque de rigueur analytique, la primauté du raisonnement déductif sur les tests empiriques, de même que les importantes lacunes méthodologiques de la majorité des travaux empiriques antérieurs. De nombreuses analyses des impacts de la migration se limitent en fait à des études non comparatives de l'usage des transferts de fonds qui ignorent le caractère fongible des revenus et les impacts indirects de la migration sur la communauté entière (Taylor, 1999).

La migration comme stratégie de subsistance des ménages

Les similarités conceptuelles entre la NEMT et les *approches centrées sur les moyens de subsistance* sont frappantes, bien qu'elles n'aient jamais été observées à ce jour. Ces approches sont apparues depuis la fin des années 1970 parmi les géographes, anthropologues et sociologues qui, en conduisant des micro-recherches dans les pays en développement, ont observé que les résultats de leurs travaux empiriques, à la fois disparates et contradictoires, ne correspondaient pas aux schémas néomarxistes relativement rigides. Ils en ont conclu que les personnes pauvres ne peuvent pas être réduites à des victimes passives des forces capitalistes mondiales car elles essaient autant que possible d'améliorer leurs moyens de subsistance dans les limites que leur imposent leurs conditions de vie. Le rôle fondamental de l'agence *humaine* est ainsi mis en lumière (Lieten et Nieuwenhuys, 1989).

Le concept de *moyen de subsistance (livelihood)* inclut les capacités, les actifs (y compris les ressources matérielles et sociales) et les activités nécessaires pour qu'un individu puisse subvenir à ses besoins (Carney 1998). Un moyen de subsistance n'englobe pas uniquement les activités de génération de revenu des ménages mais aussi les institutions sociales, les relations au sein des ménages et les mécanismes d'accès aux ressources tout au long du cycle de vie (Ellis, 1998). Une *stratégie* de subsistance peut alors être définie comme le choix stratégique ou délibéré, effectué par un ménage ou par ses membres individuels, de recourir à une série d'activités pour préserver, sécuriser et améliorer ses/leurs moyens de subsistance. Ce choix particulier se base sur l'accès (sélectif) aux actifs, la perception du champ des possibilités et les aspirations des acteurs. Comme ces aspects varient selon les ménages et les individus, les stratégies de subsistance peuvent paraître particulièrement hétérogènes.

L'émergence du concept de moyen d'existence a permis de se départir des visions historiques-structuralistes, plutôt rigides et déductives, et d'adopter des approches plus empiriques. Parallèlement s'est développée l'idée que les individus organisent leurs moyens de subsistance non pas individuellement mais plutôt dans le cadre de contextes sociaux plus larges (ménage, communauté du village, groupe ethnique), et d'autant plus si leurs circonstances économiques, politiques et environnementales sont difficiles et incertaines. Dans de nombreux environnements sociaux, c'est le ménage qui a été reconnu comme l'unité d'analyse la plus adaptée (McDowell et de Haan, 1997:3).

Dans ce contexte, un nombre croissant de travaux a défini la migration comme une composante majeure des stratégies utilisées par les ménages pour diversifier, sécuriser et, éventuellement, améliorer durablement leurs moyens de subsistance. La migration est souvent associée à d'autres stratégies, telles que l'intensification agricole et les activités non agricoles locales (McDowell et de Haan, 1997, Ellis, 2000, Bebbington, 1999). Il est de plus en plus reconnu que la migration constitue souvent bien plus qu'une stratégie de survie à court terme pour les populations rurales que les forces capitalistes ont déracinées et qui n'ont pas vraiment d'autre choix que de gonfler les rangs d'un nouveau prolétariat international. En effet, les travaux empiriques indiquent que la migration est souvent un choix *délibéré* visant à améliorer les moyens de subsistance (Bebbington, 1999:2027) et à atténuer les fluctuations du revenu familial, souvent sujet aux caprices climatiques (De Haan et al., 2000:28, McDowell et de Haan, 1997:18). La migration peut ainsi être perçue comme un moyen d'acquérir une plus grande variété d'actifs, qui jouent le rôle de garantie contre les chocs et les difficultés futurs (De Haan et al., 2000:30). Bien que cette analyse ait principalement été appliquée à la migration rurale-urbaine dans les pays pauvres, aucune raison ne semble a priori empêcher d'étendre cet argument de la « diversification par la migration » à la migration internationale et aux ménages urbains.

Il se rapproche alors étroitement des postulats de la NEMT. Il est facile d'allier ces deux approches si nous considérons que la migration interne et la migration internationale s'inscrivent toutes les deux dans une *stratégie de subsistance des ménages*, dont le but est de diversifier les sources de revenus et de surmonter les contraintes développementales dans le lieu d'origine. Il existe une similarité frappante entre la manière dont les visions structuralistes et fonctionnalistes, au cours des années 1970 et 1980, ont fini par converger sur des visions plus pluralistes qui reconnaissent la pertinence du pouvoir d'action tout autant que des contraintes structurelles. Alors que les approches centrées sur les moyens de subsistance ont permis à de nombreux sociologues et anthropologues de s'éloigner de la relative rigidité du structuralisme et de reconnaître avec une conviction croissante le rôle de l'agencité, les économistes et autres universitaires basant leurs raisonnements sur des approches néo-classiques ont évolué dans la direction opposée. En particulier, l'apparition de la NEMT a marqué une rupture avec les approches néo-classiques ou orientées sur les acteurs et s'est traduite par l'adoption d'une

nouvelle perspective centrée sur les ménages, qui explique la migration à partir des contraintes structurelles et de l'imperfection des marchés au sein desquels est prise la décision de migrer.

L'« approche ménage » adoptée par la NEMT, qui utilise le ménage comme unité d'analyse, était déjà employée dans d'autres domaines de la science sociale. Lucas et Stark (1985:901) l'ont explicitement reconnu en affirmant que les économistes avaient commencé à s'intéresser à des questions traditionnellement posées par des anthropologues et des sociologues concernant la composition des ménages. En conséquence, ils ont proposé

d'élargir la récente vision intergénérationnelle du ménage à une dimension spatiale. . . . et les théories dualistes du développement doivent être révisées : au lieu d'un secteur rural et d'un secteur urbain, chacun peuplé par sa propre population et se développant à une vitesse qui lui est propre, la famille chevauche les deux. Les classes ne sont plus déterminées par les seuls paysans ou les seuls travailleurs ; émerge alors un groupe hybride paysans-travailleurs. Cette vision n'est pas nouvelle parmi les anthropologues mais n'a encore jamais été intégrée à l'économie des ménages (Lucas et Stark, 1985:915). [*traduction*]

Ainsi, la perspective axée sur les ménages ne choisit pas entre migration ou activités sur le lieu d'origine ; elle tient souvent compte des deux. Ceci indique également qu'il n'est pas possible d'évaluer correctement une stratégie de migration sans considérer sa relation avec les autres stratégies de subsistance multisectorielles et multi-locales, c'est-à-dire avec l'ensemble complet des activités du ménage (Stark, 1991). Les recherches qui tentent d'isoler la migration et les migrants de leur contexte social et économique ne parviennent pas à évaluer la relation entre la migration et les processus de transformation plus généraux nommés « développement ».

Les migrants internes et internationaux tendent à entretenir des liens étroits avec leur communauté d'origine pendant une bien plus longue période que précédemment supposé (McDowell et de Haan, 1997:1), ce qui indique également que la contribution de la migration en matière de développement n'est pas nécessairement liée au *retour* des migrants. La migration et les activités économiques sur le lieu d'origine ne sont pas mutuellement exclusives et sont même souvent présentes simultanément. Toutefois, sans l'approche ménage, de telles stratégies multiples ne peuvent pas être appréhendées. Cette perspective, qui est commune à la NEMT et

aux approches centrées sur les moyens de subsistance, semble mieux refléter les réalités du quotidien de millions de migrants issus des pays en développement que les approches néo-classiques ou structurelles.

Le choix du ménage comme première unité d'analyse peut être considéré comme une sorte de stratégie optimale ou comme un compromis entre les approches basées sur le pouvoir d'action et celles basées sur la structure, reconnaissant que les types de ménage varient selon les époques, les lieux et les groupes sociaux. En appréhendant la migration en tant que *stratégie de subsistance des ménages*, nous reconnaissons que les forces structurelles laissent au moins un peu de place à l'agencéité, même si c'est à des degrés très variables. Les approches centrées sur les ménages semblent pouvoir s'appliquer particulièrement aux pays dont une grande partie de la population ne parvient pas à obtenir un revenu familial sûr par le biais des marchés d'assurance privés ou des programmes gouvernementaux (Bauer et Zimmermann, 1998), une situation qui fait augmenter l'importance des contrats implicites au sein des familles et des communautés.

Une perspective transnationale de la migration et du développement

L'essor des perspectives de la migration et du développement issues de la nouvelle économie et axées sur les moyens de subsistance a coïncidé avec une troisième tendance des études migratoires : le « virage transnational » de l'étude de l'installation et de l'intégration des communautés de migrants dans les pays récepteurs (Glick Schiller et al., 1991, Castles et Miller, 2003, Faist, 2004). Cette évolution s'est traduite par une plus grande reconnaissance des possibilités, toujours plus nombreuses, qui s'offrent aux migrants et à leur famille pour adopter un mode de vie et une identité transnationaux (cf. Vertovec, 1999, Guarnizo et al., 2003). Ce phénomène se rattache à l'incroyable multiplication des possibilités techniques qui permettent aux migrants de maintenir des liens avec leur société d'origine par le biais de la téléphonie (mobile), de la télécopie, de la télévision (par satellite) et de l'Internet, et de transférer de l'argent par le biais de systèmes bancaires mondialisés, formels ou informels. Ainsi les migrants et leur famille sont-ils de plus en plus souvent en mesure de développer une double loyauté, d'aller et venir, de forger des liens, de travailler et de faire des affaires dans deux endroits

distants, simultanément. Il est vrai que les migrants du XIX^e et du début du XX^e siècle entretenaient eux aussi des liens transnationaux étroits mais les révolutions technologiques ont radicalement élargi le champ des possibilités permettant aux migrants et à leur famille de poursuivre des modes d'existence transnationaux d'une manière plus constante et routinière.

La transnationalisation de la vie des migrants a remis en question les modèles assimilationnistes de l'intégration des migrants, ainsi que les concepts politiques modernistes de l'État-nation et de la citoyenneté. En conséquence, la dichotomie bien nette entre « origine » et « destination » et les catégories telles que migration « permanente », « temporaire » ou « de retour » semblent perdre de leur pertinence dans un monde où la vie des migrants se caractérise de plus en plus souvent par la circulation et l'engagement simultané envers au moins deux sociétés ou communautés (De Haas, 2005).

Cette évolution est cruciale pour l'étude de la migration et du développement car elle implique que l'intégration dans la société réceptrice et l'engagement envers la société émettrice ne sont pas mutuellement exclusifs. Longtemps a dominé l'idée que l'intégration des migrants s'accompagnait forcément d'un délitement progressif de leurs liens avec leur société d'origine et que la migration « permanente » représentait inévitablement une « perte » ou un « exode ». Cette hypothèse explique en grand partie le scepticisme concernant la viabilité des transferts de fonds ainsi que l'idée que la contribution des migrants au développement de leur pays d'origine est fortement associée à la migration de *retour*. Toutefois, les études empiriques ont révélé que les migrants peuvent conserver des liens transnationaux solides pendant de longues périodes, parfois même d'une génération à l'autre. Elles indiquent également que l'engagement des migrants envers leur pays d'origine n'est pas assujéti à leur retour : il peut se perpétuer par les transferts d'argent ou d'idées, les télécommunications, les visites pendant les vacances et les schémas de migration pendulaires.

La continuité des transferts de fonds, les mariages transnationaux et la participation des migrants aux affaires sociales, culturelles et politiques de leur pays d'origine constituent autant de facteurs qui témoignent de la durabilité des liens transnationaux. Il semble incorrect d'interpréter automatiquement l'engagement des migrants envers leur pays d'origine comme une

manifestation de l'échec de leur intégration. Réciproquement, un engagement plus approfondi des migrants dans leur société d'accueil n'entraîne pas *nécessairement* un engagement moins intense vis-à-vis de leur pays d'origine. L'inverse est également possible (Snel et al., 2006). Après tout, les migrants dont l'intégration est « réussie » disposent par là-même de ressources financières et humaines plus importantes qui peuvent les aider à créer des entreprises ou participer au débat public dans leur pays d'origine.

Il est évident que les nouvelles connaissances apportées par les études du transnationalisme présentent de nombreux parallèles avec la NEMT et les approches centrées sur les moyens de subsistance, qu'elles viennent compléter. Il est possible de les associer si nous conceptualisons la migration internationale en tant que partie intégrante des stratégies de subsistance *transnationales* poursuivies par les ménages et d'autres groupes sociaux. Les visites régulières et la migration de retour, les transferts de fonds, les activités professionnelles transnationales mais aussi les investissements et l'engagement politique dans le pays d'origine sont autant de manifestations de la nature transnationale de la vie des migrants. En conséquence, considérant que les migrants préservent souvent durablement leurs liens avec leur pays d'origine et que l'intégration ne détruit pas forcément ces liens et peut même les renforcer, l'on peut mettre en doute l'hypothèse selon laquelle le départ des migrants constitue *automatiquement* une perte sous forme de fuite des cerveaux ou des bras.

Preuves empiriques

Au cours des décennies précédentes, un nombre croissant d'études empiriques se sont opposées aux perspectives pessimistes de la migration et du développement. Des examens antérieurs (Taylor et al., 1996b, Taylor et al., 1996a) et plus récents (cf. Agunias, 2006, Katseli et al., 2006, Rapoport et Docquier, 2005, Özden et Schiff, 2005, de Haas, 2007a) de la littérature ont permis de pointer l'impact *potentiellement* positif des migrants et des transferts de fonds sur les processus de transformation sociale, économique et politique dans les sociétés et communautés d'origine. Les données empiriques examinées dans les publications susmentionnées s'inscrivent majoritairement dans la même lignée que la NEMT et les approches centrées sur les moyens de

subsistance : elles soutiennent une vision de la migration comme tentative délibérée de la part des groupes sociaux (généralement, mais pas exclusivement, les ménages) de répartir les risques en matière de revenus, d'améliorer leur statut économique et social et, en conséquence, de surmonter les contraintes développementales locales. En particulier, les transferts de fonds sont la manifestation de liens sociaux étroits de nature transnationale et du souhait d'améliorer la vie des personnes restées « au pays ». Toutefois, les données glanées illustrent également que la migration et les transferts de fonds ne constituent pas une panacée pour surmonter les contraintes structurelles au développement (Taylor, 1999).

Les transferts de fonds internationaux aident généralement à diversifier mais à aussi à augmenter substantiellement le revenu des ménages. Ils jouent un rôle crucial en tant qu'assurance contre les effets déstabilisants des marchés dysfonctionnels ou simplement absents, des politiques nationales inefficaces et de l'insuffisance des prestations sociales distribuées par l'État. Au niveau national, de nombreuses études indiquent que les transferts de fonds sont une source de devise étrangère de plus en plus importante, moins volatile, moins pro-cyclique et, en conséquence, plus fiable que les autres flux de capitaux en direction des pays en développement. Toutefois, ceci n'implique pas forcément qu'ils contribuent à la réduction de la pauvreté. Comme la migration est un processus sélectif, la majorité des transferts internationaux ne bénéficient pas aux membres les plus démunis des communautés, ni aux pays les plus pauvres. Cependant, les familles pauvres non migrantes tirent souvent indirectement parti de l'impact des transferts monétaires sur l'économie locale, qui se répercute sur les salaires, les prix et l'emploi dans les communautés émettrices. En conséquence, la majorité des études concluent que les transferts de fonds réduisent la pauvreté, même si ce n'est que de manière limitée.

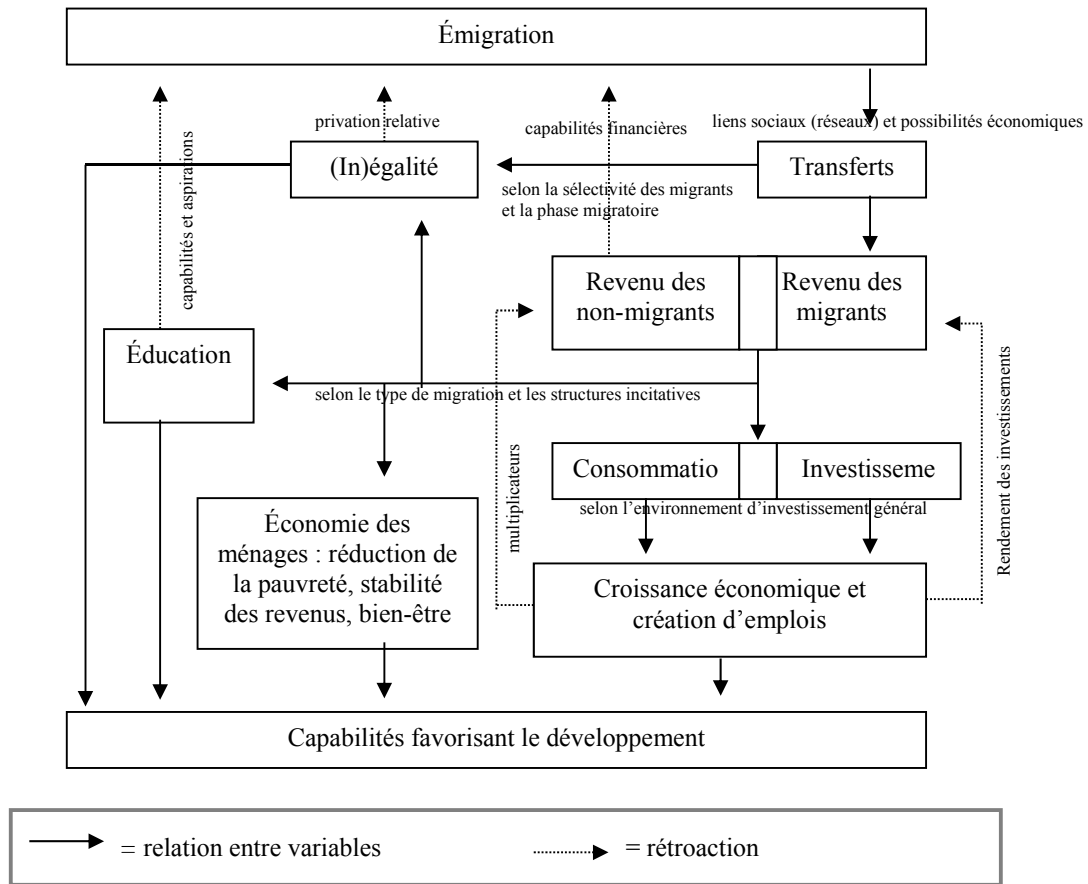
Encore plus ambiguës sont les répercussions de la migration et des transferts de fonds sur l'inégalité des revenus dans les communautés émettrices car elles dépendent essentiellement de la sélectivité de la migration, qui évolue au fil du temps. Les migrants pionniers sont plus généralement issus de ménages relativement aisés, si bien que la migration et les transferts de fonds ont pour effet initial de creuser les inégalités. Cependant, cette sélectivité peut s'atténuer ultérieurement, principalement avec l'établissement de réseaux de migrants qui, toutes choses étant égales par ailleurs, réduisent les coûts et les risques associés à la migration. Ce processus de

diffusion aura souvent pour conséquence d'atténuer, voire d'inverser, les effets initialement négatifs des transferts de fonds sur l'inégalité des revenus.

Plusieurs études ont aussi révélé que les ménages bénéficiaires de transferts de fonds avaient une *plus grande* propension à investir que les ménages sans migrant. En outre, elles indiquent que les dépenses de consommation et les soi-disant « investissements non productifs » tels que le logement peuvent s'accompagner d'effets multiplicateurs extrêmement positifs sur les économies locales et régionales, qui génèrent des emplois et des revenus pour les non-migrants et peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté. En parallèle, elles critiquent la manière arbitraire dont sont définis les « investissements productifs » qui reflète certaines visions plutôt étroites du développement. Si nous adoptons la perspective du développement au sens large proposée par Amartya Sen (1999), axée sur les capacités – le développement étant *le processus d'expansion des libertés réelles dont jouissent les individus*⁹ – les dépenses dans les domaines de l'éducation, la santé, la nourriture, les médicaments et le logement, de même que les projets communautaires consacrés à l'éducation, la santé et les installations de loisir, devraient être considérés comme favorisant le développement, à condition qu'ils améliorent le bien-être des individus et renforcent leurs capacités. Cependant, l'envergure des investissements des migrants dépend crucialement de la sélectivité de la migration ainsi que des conditions développementales plus générales de leur région d'origine. Ce sont ces dernières qui, en fin de compte, déterminent dans quelle mesure les migrants se sentent obligés d'investir dans les activités économiques et sociales de leur pays d'origine, de continuer à participer à ces activités ou, au contraire, de s'en détacher.

⁹ Afin de rendre opérationnelles ces « libertés », Sen s'appuie sur le concept de capacité humaine, qui se rapporte à la capacité des êtres humains à vivre une vie qu'ils apprécient pour des raisons particulières et à optimiser les choix réels qui se présentent à eux. Sen soutient que la croissance des revenus ne devrait pas continuer en soi le critère déterminant pour les théoriciens du développement ; au contraire, ils devraient accorder plus d'importance au renforcement des capacités des individus à contrôler leur vie.

Figure 2. Cadre conceptuel des interactions pluralistes et hétérogènes entre migration et développement (au niveau communautaire)



De surcroît, la validité universelle de l'hypothèse de la fuite des cerveaux est de plus en plus fréquemment remise en question et remplacée par une vision plus nuancée. Les migrants ne sont pas tous hautement qualifiés et la fuite des cerveaux semble être réellement importante uniquement parmi une minorité de pays généralement petits et/ou très pauvres. Qui plus est, une fuite des cerveaux *peut* s'accompagner d'un important gain de cerveaux (*brain gain*) car la perspective de partir vivre à l'étranger peut inciter les non-migrants à étudier (Banque mondiale, 2005) (Lowell et Findlay, 2002, Stark et al., 1997). Toutefois, ce phénomène semble se produire uniquement si la possibilité de migrer représente un meilleur moyen de rentabiliser son éducation. En conséquence, la migration peut également créer des structures d'incitation *négligentes* en matière d'éducation dans le cas de la migration peu qualifiée et souvent irrégulière, qui donne généralement peu d'occasions de rentabiliser son éducation, voire aucune (McKenzie,

2006). Bien que les migrants jouent souvent un rôle important et positif dans la société civile des pays d'origine, ils peuvent également contribuer à la perpétuation des conflits, par exemple en finançant une partie belligérante (Van Hear, 2004, Nyberg-Sorensen et al., 2002).

La Figure 2 résume le degré de compréhension des différents mécanismes par lesquels la migration peut influencer le développement dans les régions de migrants à court et moyen terme. Ce cadre conceptuel combine les connaissances des approches centrées sur les moyens de subsistance de la nouvelle économie des migrations de travail (NEMT) tout en inscrivant le concept de développement dans le cadre des capacités développé par Sen. Ce cadre conceptuel est pluraliste car il insiste sur le fait que les impacts de la migration sur le développement dépendent du contexte. Il illustre ainsi que le degré d'exploitation du *potentiel* développemental de la migration dépend fondamentalement de l'environnement général d'investissement. Bien que la migration constitue souvent une stratégie pour surmonter les contraintes développementales locales, il est peu probable que la migration puisse permettre à elle seule de surmonter des contraintes plus générales telles que la corruption endémique, les politiques économiques peu judicieuses, les défaillances des marchés du crédit et de l'assurance et la précarité des droits de propriété.

Modifications du concept de la migration en tant que stratégie transnationale des ménages

Bien que les perspectives « pluralistes » présentées ici paraissent plus raffinées et réalistes que les perspectives relativement déterministes des néo-classiques et des structuralistes, on peut toutefois leur reprocher de trop se concentrer sur les ménages et sur la migration *de travail*, et de présenter un certain biais en faveur des migrants actifs transnationaux. Nous nous appuyerons sur cette critique pour modifier le cadre conceptuel élaboré ci-dessus afin de le rendre, d'une part, moins rigide et, d'autre part, applicable aux autres types de migration que la migration de travail.

Premièrement, bien que les approches centrées sur les ménages semblent constituer le meilleur compromis pour harmoniser les approches structurelle et de l'agencité, elle risque de mener à la réification du ménage, qui finit par être considéré comme une unité avec une volonté, des plans,

une stratégie et des objectifs précis (Lieten et Nieuwenhuys, 1989:8). Les critiques des approches centrées sur les ménages se sont focalisées sur l'hypothèse sous-jacente des ménages en tant qu'unités monolithiques et altruistes prenant des décisions unanimes bénéficiant à l'ensemble du groupe (Carling, 2005, Rodenburg, 1997). Cette vision risque de dissimuler les inégalités inter-ménages en matière d'âge, de sexe ou autres, et peut également masquer l'importance des liens sociaux avec d'autres membres de la famille, des membres de la communauté ou des amis, qui peuvent être déterminants pour la migration. Elle exclut également l'agencéité des membres individuels du ménage et, en conséquence, leur capacité potentielle à se révolter contre la volonté de membres puissants du ménage et de migrer sans le consentement de ces derniers, par exemple.

Deuxièmement, on peut déceler une circularité problématique dans la manière dont la NEMT et les approches centrées sur les moyens de subsistance tendent à relier les motifs initiaux de la migration et les stratégies migratoires aux conséquences de la migration. En particulier, le lien direct que la NEMT établit entre les motifs de la migration et l'acte de transférer des fonds est souvent bien plus incertain en pratique (Lindley, 2007). Par exemple, une personne migrant à l'étranger avec l'*intention* de gagner suffisamment d'argent pour permettre à son ménage d'investir dans une entreprise privée risquera finalement de ne pas en être capable en raison d'une crise politique ou économique dans son pays d'origine ou encore de l'étiollement plus rapide que prévu de ses liens familiaux transnationaux.

À cause du biais qu'ils partagent en faveur des migrants transnationaux actifs, les travaux empiriques basés sur des études de cas ne prêtent souvent pas suffisamment attention aux cas contrefactuels des migrants suivant un chemin plus classique menant à l'assimilation et à la disparition progressive des liens transnationaux (Guarnizo et al., 2003). À l'opposée, un réfugié qui migre avant tout pour échapper à des circonstances constituant un danger de mort pourra finir par envoyer d'importants transferts de fonds ou devenir un entrepreneur transnational (Lindley, 2007). Un cas semblable est celui des étudiants migrants qui envisageaient de rentrer au pays après leurs études mais qui finissent souvent par trouver du travail dans le pays d'accueil et transférer des fonds.

Cette situation souligne le problème fondamental des catégories conventionnellement utilisées pour classer les migrants (ex : économique, réfugié, asile, famille, étudiant), qui relèvent souvent du bureaucratique ou du juridique et qui dissimulent les motivations souvent complexes et changeantes des migrants. Pour toutes ces raisons, il serait préférable de retirer le T de la NEMT et d'élargir cette théorie à tous les types de mobilité migratoire. De surcroît, cela permettrait de reconnaître que la migration n'est pas forcément une « stratégie » préétablie d'amélioration des moyens de subsistance par l'investissement. Enfin, cela permettrait de dissocier l'intention initiale de migrer de la conséquence développementale éventuelle. Il s'agit là d'une autre raison pour élargir notre concept de développement en se rapprochant de la perspective des capacités de Sen, discutée précédemment. Ainsi pouvons-nous dépasser les interprétations économiques de la migration de travail et appréhender la migration au sein d'un cadre plus large d'*opportunité* (économique, sociale ou politique) plutôt que de différentiels de revenu.

Contextualiser les interactions migration-développement

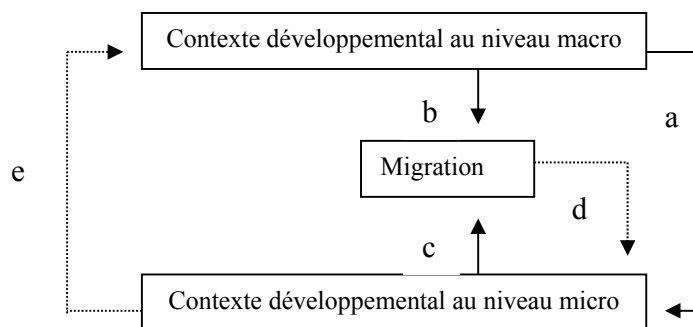
La nouvelle économie des migrations de travail, de même que les approches centrées sur les moyens de subsistance et les approches transnationales, peuvent toutes être apparentées à un changement de paradigme plus global de la théorie sociale, qui se traduit par des approches visant à réconcilier agencéité et structure. Cette évolution permet une évaluation plus optimiste du potentiel développemental de la migration et met en évidence la capacité des individus et des ménages à surmonter les contraintes structurelles en matière de développement grâce à la migration, celle-ci témoignant d'une volonté délibérée de diversifier, sécuriser et améliorer leurs moyens de subsistance.

Toutefois, les grandes avancées empiriques et théoriques effectuées ces dernières décennies mettent en lumière la nature fondamentalement *hétérogène* des interactions entre migration et développement, tout autant que leur variabilité selon l'échelle spatiale et temporelle de l'analyse de ces interactions, ce qui devrait empêcher toute généralisation sur la question. Pour comprendre cette hétérogénéité, il nous faut étudier ces interactions dans le contexte

développemental qui leur est propre. La migration n'est pas une variable indépendante *causant* le développement (ou l'inverse) ; c'est une variable *endogène*, une partie intégrante du changement-même et un facteur qui pourra provoquer de nouveaux changements. C'est pourquoi il semble plus correct de parler de relations *réciproques* entre migration et processus de développement plus généraux, plutôt que de l'impact — unidirectionnel — de la migration sur le développement.

La Figure 3 illustre cette réciprocité des interactions entre migration et développement. Lors de l'analyse des facteurs qui sous-tendent la différenciation géographique des relations entre migration et développement, une distinction peut être effectuée entre (i) le contexte développemental au niveau général, macro (national, international) ; (ii) le contexte développemental au niveau local ou régional ; et (iii) les facteurs relatifs au migrant et à son environnement social et économique immédiat au niveau du ménage, de la famille et de la communauté. Une variété de relations fonctionnelles directes et de mécanismes de rétroaction relie entre eux ces trois ensembles de variables.

Figure 3. Cadre conceptuel général pour l'analyse des interactions entre migration et développement



a. Au niveau macro, c'est-à-dire l'ensemble des structures économiques, politiques, sociales et économiques au niveau sur-régional (national, international), le contexte développemental détermine partiellement le contexte développemental local par le biais, entre autres, des infrastructures, des politiques, des services sociaux, de la législation, de la fiscalité, de l'accès aux marchés ou des programmes de développement régional.

- b. Le macrocontexte détermine également l'étendue des *opportunités* en matière de migration interne ou internationale, par exemple au moyen des politiques d'immigration, de la demande de main-d'œuvre et des niveaux de rémunération. De telles structures d'opportunité influencent l'ampleur, la nature (légale, clandestine, de travail, politique, familiale) et la sélectivité (initiale) de la migration.
- c. Le contexte développemental local détermine dans quelle mesure les divers modes de subsistance locaux permettent aux personnes de vivre une vie qu'ils apprécient pour des raisons particulières et d'améliorer les choix qui se présentent réellement à eux (selon la définition de Sen). Leur perception de cette mesure affecte (i) leur *aspiration* à migrer. Toutefois, le contexte développemental local affecte la propension à migrer d'une autre manière, par l'influence du développement sur (ii) la *capabilité* des personnes à migrer en s'appuyant sur leur capital (a) financier/matériel, (b) social et (c) humain. Ainsi la propension des individus à migrer est-elle perçue comme une fonction de leurs aspirations et capacités à migrer ; en conséquence, le phénomène migratoire pourra prendre de l'ampleur tant que les aspirations croissent plus rapidement que les opportunités de subsistance locales (*livelihood opportunities*).
- d. A leur tour, les processus migratoires influencent le contexte développemental local par leurs impacts (rétroaction systémique) sur la disponibilité de main-d'œuvre, la consommation, le investissements, les inégalités, la stratification sociale, la privation relative, la culture locale et les aspirations (pour des informations plus détaillées, voir Figure 2). Comme l'analyse ci-dessus l'a démontré, la nature de ces impacts est spatialement hétérogène et dépend des caractéristiques du contexte développemental local tel qu'il a été établi par le comportement des acteurs précédents. A leur tour, les processus de changement économique et social entraînés par la migration influencent (i) les *aspirations* des individus (par exemple en accentuant les inégalités et la privation relative) et (ii) leurs *capabilités* à migrer (flèche c), tandis que la création de capital social par la formation de réseaux de migrants a tendance à faciliter le mouvement de nouveaux migrants.
- e. Les évolutions du contexte développemental local (par exemple, sous l'effet de la migration) pourront finir par influencer le contexte développemental au niveau macro, mais seulement *dans une certaine mesure* en raison de l'ampleur limitée de la migration et des transferts de fonds et du caractère principalement individuel, familial et communautaire de la migration.

En inscrivant l'analyse conceptuelle des impacts localisés de la migration dans le contexte plus général du développement au niveau macro, nous parvenons à une meilleure compréhension de l'hétérogénéité des impacts de la migration. L'étendue de la contribution de la migration au développement régional, et même national, dépend fondamentalement du contexte développemental plus général au niveau macro. Les micro-données empiriques mettant en lumière le rôle souvent positif de la migration et des transferts monétaires pour la subsistance des ménages sont souvent interprétées par erreur comme une preuve que la migration stimule le développement en termes plus généraux et au niveau macro. Toutefois, partir de l'affirmation que « la migration et les transferts monétaires améliorent durablement les conditions de vie des ménages » pour déduire que « la migration stimule le développement national » revient à commettre une erreur géographique classique en transférant au niveau macro les inférences concernant le niveau micro de l'analyse.

Le développement général est un processus complet, aux multiples facettes, impliquant et requérant des réformes structurelles d'ordre social, politique et institutionnel qui, de toute évidence, ne peuvent être réalisées par les migrants ou les transferts de fonds, et qui demandent une intervention active de l'État. Nonobstant leurs avantages souvent considérables pour les individus, les ménages et les communautés, la migration et les transferts de fonds ne sont en rien une panacée permettant de résoudre les problèmes développementaux de nature plus structurelle. Si les États n'engagent pas de réformes générales sur le plan économique et social, la migration et les transferts de fonds sont peu susceptibles de contribuer au développement durable à l'échelle du pays (Taylor et al., 2006, Gammage, 2006). L'on ne peut pas imputer le manque de développement aux migrants et aux transferts de fonds, pas plus que l'on ne peut s'attendre à ce que ces derniers stimulent le développement dans des environnements généralement peu propices aux investissements.

Comme l'ont observé Heinemeijer *et al.* (1977), le développement dans les régions émettrices est donc une *condition préalable* à l'investissement des migrants plutôt qu'une conséquence de la migration. Tout en soulignant le potentiel développemental de la migration, la quantité de données empiriques recueillies, aujourd'hui substantielle, fait également ressortir la complexité,

l'hétérogénéité et la nature socialement différenciée des interactions entre migration et développement. Ceci sert d'avertissement aux perspectives optimistes récentes de la migration et du développement en mettant en relief la capacité réelle, mais fondamentalement limitée, des migrants individuels à surmonter les contraintes structurelles, et par là-même l'importance primordiale du contexte développemental plus général pour déterminer dans quelle mesure le *potentiel* développemental de la migration peut se réaliser.

En fonction de ce contexte plus global, la migration peut permettre aux individus de se détacher des activités sociales, politiques et économiques de leur pays d'origine, tout autant que de s'engager et s'investir dans celles-ci. C'est le potentiel d'augmentation des capacités de la migration qui donne aux migrants et à leur famille la liberté de se retirer véritablement de ces activités. Cependant, si le développement prend une tournure positive dans le pays d'origine, si la confiance dans le gouvernement est renforcée et que la croissance économique commence à décoller, il est probable que les migrants se trouvent parmi les premiers à reconnaître ces nouvelles opportunités et à les épouser, renforçant ainsi ces tendances positives par leurs investissements, leurs séjours ou leur retour dans le pays d'origine. De tels processus de renforcement mutuel entre migration et développement se sont manifestés dans une variété de pays anciennement émetteurs de migrants tels que l'Espagne, Taiwan, la Corée du Sud et, plus récemment, la Turquie.

Conclusion

L'analyse précédente a démontré que l'évolution du débat scientifique et politique sur la migration et le développement se fait l'écho d'une évolution paradigmatique plus générale de la théorie sociale et développementale. La possibilité de combiner et d'intégrer différentes perspectives théoriques a souvent été défendue (Massey et al., 1993, Massey et al., 1998). Cependant, la mise en pratique de telle possibilité pose plus de problèmes que certains n'ont affirmé. Comme le soutient Kuhn (1962), les défenseurs de différents paradigmes vivent dans des mondes différents, utilisent un vocabulaire différent et recourent à des critères différents pour déterminer la légitimité des problèmes ainsi que des solutions proposées en termes de

méthodologie et d'analyse. En conséquence, chaque paradigme a tendance à répondre aux critères qu'il a établis pour lui-même et à rejeter la définition même du problème, ainsi que les critères d'évaluation, utilisés par les autres paradigmes (Kuhn, 1962:109).

En raison de cette circularité, il n'existe aucun critère objectif et « scientifique » permettant de déterminer extérieurement la supériorité des paradigmes qui s'opposent, cette évaluation impliquant donc inévitablement des valeurs non scientifiques. Ceci peut se constater par exemple dans l'analyse diamétralement opposée de la « dépendance » selon que l'on adopte l'approche néo-marxiste ou l'approche de la nouvelle économie des migrations de travail. En fin de compte, les différentes manières d'évaluer la relation réciproque entre migration et développement sont étroitement liées aux différentes manières d'appréhender *a priori* ce qui constitue véritablement le développement. L'étude ci-présente de l'évolution de la théorie de la migration et du développement corrobore effectivement la position de Kuhn, dans la mesure où les progrès n'ont pas suivi un processus cumulatif mais plutôt « révolutionnaire » selon lequel ce domaine d'étude a été refaçonné trois fois, en s'appuyant sur de nouvelles fondations théoriques et méthodologiques.

Cette évolution soulève la question fondamentale de savoir si la tendance plus récente à adopter des perspectives hautement optimistes aussi bien dans les cercles politiques qu'académiques reflète une véritable mutation des interactions entre migration et développement, le recours à des outils méthodologiques et analytiques différents ou plutôt un changement de paradigme général dans la recherche comme dans les politiques, celles-ci s'éloignant des perspectives dépendantistes et centrées sur l'État pour se rapprocher des perspectives néo-classiques et néolibérales *en général*. Dans le domaine des sciences sociales, la théorie structuraliste est de plus en plus discréditée. En conséquence, la dépendance est interprétée de manière moins négative tandis qu'une valeur plus positive est attribuée à l'incorporation et la capitalisation à l'échelle mondiale des régions et pays en développement, un processus dont la migration constitue une partie intégrante. Cependant, un biais en faveur des expériences réussies de la migration et du développement risquerait de masquer les situations dans lesquelles la migration a effectivement contribué à l'aggravation du sous-développement.

Il est important de noter que l'optimisme actuel concernant le potentiel développemental de la migration possède une forte dimension idéologique puisqu'il sied parfaitement aux philosophies politiques (néo-) libérales. Plus critique, Kapur (2003) a mis en relief les racines idéologiques de la récente euphorie vis-à-vis des transferts de fonds. Il affirme que ces derniers font vibrer la corde sensible cognitive et s'inscrivent dans une approche communautaire apparentée à une « troisième voie », illustrant le principe d'auto-assistance : « Les immigrants plutôt que les gouvernements deviennent alors les plus grands fournisseurs d'aide étrangère » (Kapur, 2003:10).

Ainsi l'ignorance ou la négligence des travaux empiriques et théoriques antérieurs pourraient s'avérer dangereuse car elle pourrait mener à un optimisme basé sur la méconnaissance et, de ce fait, à un optimisme naïf qui ne serait pas sans rappeler les anciennes perspectives développementalistes de la migration et du développement. Si les données empiriques et théoriques accumulées ne devaient révéler qu'une seule chose, ce serait la nature fondamentalement hétérogène des interactions entre migration et développement et en particulier leur assujettissement aux conditions plus générales du développement. En d'autres mots, la structure compte.

Les politiques publiques qui renforcent l'efficacité des institutions sociales, juridiques, économiques et politiques, qui favorisent l'accès des gens ordinaires aux commodités de base et aux marchés et qui rétablissent la confiance dans le gouvernement jouent un rôle crucial non seulement pour créer un terreau fertile pour le développement en général mais aussi pour inciter un plus grand nombre de migrants à revenir vivre et/ou à investir dans leur pays d'origine. Les discours politiques et scientifiques qui louent la migration, les transferts de fonds et l'engagement transnational en tant que développement « par le bas » basé sur l'auto-assistance détournent l'attention des contraintes structurelles et de la capacité limitée mais bien réelle des individus à les surmonter. Cette situation illustre le rôle crucial que les *États* doivent jouer dans la mise en place de conditions générales propices au développement humain.

Références

- Adler, S. (1981), *A Turkish Conundrum: Emigration, Politics and Development, 1961-1980*. ILO: Geneva.
- Agunias, D. R. 2006 "Remittances and Development: Trends, Impacts, and Policy Options" In Book *Remittances and Development: Trends, Impacts, and Policy Options*. ed. Editor. City: Migration Policy Institute. Pp.
- Almeida, C. C. 1973 "Emigration, Espace et Sous-Développement." *International Migration*, **XI (3)**: 112-117.
- Appleyard, R. 1989 "Migration and Development: Myths and Reality." *International Migration Review*, **23 (3)**: 486-499.
- Baldwin, G. B. 1970 "Brain Drain or Overflow." *Foreign Affairs*, **48 (2)**: 358-372.
- Bauer, T., and K. Zimmermann 1998 "Causes of International Migration: A Survey" In *Crossing Borders: Regional and Urban Perspectives on International Migration*. ed. P. Gorter, P. Nijkamp and J. Poot. Aldershot: Ashgate. Pp. 95-127.
- Bebbington, A. 1999 "Capitals and Capabilities: A Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty." *World Development*, **27 (12)**: 2021-2044.
- Beijer, G. 1970 "International and National Migratory Movements." *International Migration*, **VIII (3)**: 93-109.
- Bertram, G. 1999 "The MIRAB model twelve years on." *Contemporary Pacific*, **11 (1)**: 105-138.
- Bertram, I. G. 1986 "Sustainable Development in Pacific Micro-Economies." *World Development*, **14 (7)**: 809-992.
- Binford, L. 2003 "Migrant remittances and (under)development in Mexico." *Critique of Anthropology*, **23 (3)**: 305-336.
- Carling, J. 2005 "Gender dimensions of international migration" In Book *Gender dimensions of international migration*. ed. Editor. City: Global Commission on International Migration. Pp.
- Carney, D. E. 1998 "Sustainable Rural Livelihoods. What Contribution can we make?" In Book *Sustainable Rural Livelihoods. What Contribution can we make?* . ed. Editor. City: DfID. Pp.
- Castles, S., and M. J. Miller (2003), *The Age of Migration*. MacMillan Pres ltd: Houndmills, Basingstoke, Hampshire and London.
- De Haan, A., K. Brock, G. Carswell, N. Coulibaly, H. Seba, and K. A. Toufique 2000 "Migration and Livelihoods: Case Studies in Bangladesh, Ethiopia and Mali" In Book *Migration and Livelihoods: Case Studies in Bangladesh, Ethiopia and Mali*. ed. Editor. City: Institute of Development Studies. Pp. 36 pp.
- De Haas, H. 1998 "Socio-Economic Transformations and Oasis Agriculture in Southern Morocco" In *Looking at Maps in the Dark: Directions for Geographical Research in Land Management and Sustainable Development in Rural and Urban Environments of the Third World*. ed. L. D. Haan and P. Blaikie. Utrecht/Amsterdam: KNAG/FRW UvA. Pp. 65-78.
- De Haas, H. 2005 "International migration, remittances and development: Myths and facts." *Third World Quarterly*, **26 (8)**: 1269-1284.
- De Haas, H. (2007a), *Remittances and social development: A conceptual review of the literature*. UNRISD: Geneva.
- De Haas, H. 2007b "Turning the tide? Why development will not stop migration." *Development*

- and Change*, **38 (5)**: 819-841.
- De Mas, P. (1978), *Marges marocaines: limites de la coopération au développement dans une région périphérique: Le cas du Rif*. NUFFIC/IMWOO/Projet Remplod: 's-Gravenhage.
- Djajic, S.1986 "International Migration, Remittances and Welfare in a Dependent Economy." *Journal of Development Economics*, **21**: 229-234.
- Ellis, F.1998 "Household Strategies and Rural Livelihood Diversification." *Journal of Development Studies*, **35 (1)**: 1-38.
- Ellis, F. (2000), *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*. Oxford University Press: Oxford.
- Entzinger, H.1985 "Return Migration in Western Europe: Current policy trends and their implications, in particular for the second generation." *International Migration*, **XXIII (2)**: 263-290.
- Faist, T. (2004), *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*. Oxford University Press.
- Fraenkel, J.2006 "Beyond MIRAB: Do aid and remittances crowd out export growth in Pacific microeconomies?" *Asia Pacific Viewpoint*, **47 (1)**: 15-30.
- Frank, A. G.1966 "The Development of Underdevelopment." *Monthly Review*, **September 1966**.
- Frank, A. G. (1969), *Capitalism and underdevelopment in Latin America*. Monthly Review Press: New York.
- Gammage, S.2006 "Exporting people and recruiting remittances - A development strategy for El Salvador?" *Latin American Perspectives*, **33 (6)**: 75-100.
- Giddens, A. (1984), *The Constitution of Society: Outline of the Theory of Structuration*. Polity Press: Cambridge.
- Glick Schiller, N., L. Basch, and C. Blanc-Szanton (1991), *Towards a transnational perspective on migration*. . New York Academy of Sciences: New York
- Guarnizo, L., A. Portes, and W. Haller.2003 "Assimilation and transnationalism: determinants of transnational political action among contemporary migrants." *American Journal of Sociology*, **108 (6)**: 1211-1248.
- Hayes, G.1991 "Migration, Metascience, and Development Policy in Island Polynesia." *The Contemporary Pacific*, **3 (1)**: 1-58.
- Heering, L., R. Van Der Erf, and L. Van Wissen.2004 "The role of family networks and migration culture in the continuation of Moroccan emigration: A gender perspective." *Journal of Ethnic and Migration Studies*, **30 (2)**: 323-337.
- Heinemeijer, W. F., J. A. Van Amersfoort, W. Ettema, P. De Mas, and H. Van Der Wusten (1977), *Partir pour rester, une enquête sur les incidences de l'émigration ouvrière à la campagne marocaine*. NUFFIC: Den Haag.
- Jones, R. C.1998 "Introduction: The Renewed Role of Remittances in the New World Order." *Economic Geography*, **74 (1)**.
- Kapur, D. 2003 "Remittances: the new development mantra?" In Book Remittances: the new development mantra? ed. Editor. City: Palais des Nations. Pp.
- Katseli, L. T., R. E. B. Lucas, and T. Xenogiani 2006 "Effects of Migration on Sending Countries: What do we know?" In Book Effects of Migration on Sending Countries: What do we know? ed. Editor. City: OECD. Pp.
- Keely, C., and B. N. Tran.1989 "Remittances from Labor Migration: Evaluations, Performance, and Implications." *International Migration Review*, **23 (3)**: 500-525.

- Kindleberger, C. P. (1965), *Europe's postwar growth: The role of labor supply*. Oxford University Press: New York.
- King, R., and J. Vullnetari. 2006 "Orphan pensioners and migrating grandparents: the impact of mass migration on older people in rural Albania." *Ageing & Society*, **26**: 783-816.
- Kuhn, T. S. (1962), *The Structure of Scientific Revolutions*. University of Chicago Press: Chicago.
- Lewis, J. R. 1986 "International Labour Migration and Uneven Regional Development in Labour Exporting Countries." *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, **77 (1)**: 27-41.
- Lieten, G. K., and O. Nieuwenhuys 1989 "Introduction: Survival and Emancipation" In *Women, Migrants and Tribals: Survival Strategies in Asia*. ed. G. K. Lieten, O. Nieuwenhuys and L. Schenk-Sandbergen. New Delhi: Manohar.
- Lindley, A. 2007 "The early morning phonecall: Remittances from a refugee diaspora perspective" In *Book The early morning phonecall: Remittances from a refugee diaspora perspective*. ed. Editor. City: Centre on Migration, Policy and Society, University of Oxford, 2007. Pp.
- Lipton, M. 1980 "Migration from the rural areas of poor countries: The impact on rural productivity and income distribution." *World Development*, **8**: 1-24.
- Lowell, L. B., and A. Findlay 2002 "Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses" In *Book Migration of Highly Skilled Persons from Developing Countries: Impact and Policy Responses*. ed. Editor. City: ILO/DfID. Pp.
- Lucas, R. E. B., and O. Stark. 1985 "Motivations to Remit: Evidence from Botswana." *Journal of Political Economy*, **93**: 901-918.
- Martin, P. L., and J. E. Taylor 1996 "The anatomy of a migration hump" In *Development strategy, employment, and migration: Insights from models*. ed. J. E. E. Taylor. Paris: OECD, Development Centre. Pp. 43-62.
- Massey, D. S., J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, A. Pellegrino, and J. E. Taylor. 1993 "Theories of international migration: A review and appraisal." *Population and Development Review*, **19 (3)**: 431-466.
- Massey, D. S., J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, A. Pellegrino, and J. E. Taylor (1998), *Worlds in motion: Understanding international migration at the end of the millennium*. Clarendon Press: Oxford.
- Mcdowell, C., and A. De Haan (1997), *Migration and Sustainable Livelihoods: A Critical Review of the Literature*. Institute of Development Studies: Sussex.
- Mckee, D. L., and C. A. Tisdell. 1988 "The Developmental Implications of Migration from and between Small Island Nations." *International Migration*, **26 (4)**: 417-426.
- Mckenzie, D. J. 2006 "Beyond Remittances: The Effects of Migration on Mexican Households" In *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*. ed. Ç. Özden and M. Schiff. Washington D.C.: WorldBank.
- Myrdal, G. (1957), *Rich Lands and Poor*. Harper and Row: New York.
- Nyberg-Sorensen, N., N. Van Hear, and P. Engberg-Pedersen. 2002 "The migration-development nexus evidence and policy options state-of-the-art overview." *International Migration*, **40 (5)**: 3-47.
- Özden, Ç., and M. Schiff 2005 "International migration, remittances, and the brain drain" In *Book International migration, remittances, and the brain drain*. ed. Editor. City: The

- International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank. Pp.
- Papademetriou, D. G. 1985 "Illusions and Reality in International Migration: Migration and Development in post World War II Greece." *International Migration*, **XXIII (2)**: 211-223.
- Papademetriou, D. G., and P. L. Martin 1991 "The Unsettled Relationship. Labor Migration and Economic Development." In Book *The Unsettled Relationship. Labor Migration and Economic Development*. ed. Editor. City: Greenwood Press. Pp.
- Park, T. K. 1992 "Moroccan Migration and Mercantile Money." *Human Organization*, **51 (3)**: 205-213.
- Penninx, R. 1982 "A Critical Review of Theory and Practice: The Case of Turkey." *International Migration Review*, **16 (4)**: 781-818.
- Rapoport, H., and F. Docquier 2005 "The Economics of Migrants' Remittances" In Book *The Economics of Migrants' Remittances*. ed. Editor. City: Institute for the Study of Labor (IZA). Pp. 81.
- Ratha, D. 2003 "Workers' Remittances: An Important and Stable Source of External Development Finance" In *Global Development Finance 2003*. Washington D.C.: World Bank. Pp. 157-175.
- Reichert, J. S. 1981 "The migrant syndrome: Seasonal U.S. labor migration and rural development in central Mexico." *Human Organization*, **40**: 56-66.
- Rhoades, R. E. 1979 "From caves to main street: Return migration and the transformations of a Spanish village." *Papers in Anthropology*, **20 (1)**: 57-74.
- Rodenburg, J. (1997), *In the Shadow of Migration: Rural Women and their Households in North Tapanuli, Indonesia*. KITLV Press: Leiden.
- Rubenstein, H. 1992 "Migration. Development and Remittances in Rural Mexico." *International Migration*, **30 (2)**: 1992.
- Russell, S. S. 1992 "Migrant Remittances and Development." *International Migration*, **30**.
- Sen, A. (1999), *Development as freedom*. Anchor Books: New York.
- Skeldon, R. (1997), *Migration and development: A global perspective*. Longman: Essex.
- Snel, E., G. Engbersen, and A. Leerkes. 2006 "Transnational involvement and social integration." *Global Networks*, **6 (3)**: 285-308.
- Stark, O. (1978), *Economic-Demographic Interactions in Agricultural Development: The Case of Rural-to-Urban Migration*. FAO: Rome.
- Stark, O. 1980 "On the Role of Urban-to-Rural Remittances in Rural Development." *Journal of Development Studies*, **16**: 369-374.
- Stark, O. (1991), *The migration of labor*. Blackwell: Cambridge & Oxford.
- Stark, O., and D.E. Bloom. 1985 "The New Economics of Labor Migration." *American Economic Review*, **75**: 173-178.
- Stark, O., C. Helmenstein, and A. Prskawetz. 1997 "A brain gain with a brain drain." *ECOLET*, **55 (2)**: 227-234.
- Stark, O., and D. Levhari. 1982 "On Migration and Risk in LDCs." *Economic Development and Cultural Change*, **(31)**: 191-196.
- Taylor, E. 1984 "Egyptian migration and peasant wives." *Merip reports*, **124**: 3-10.
- Taylor, J. E. 1986 "Differential Migration, Networks, Information and Risk" In *Migration theory, human capital and development*. ed. O. E. Stark. Greenwich, Conn.: JAI Press. Pp. 147-171.
- Taylor, J. E. 1999 "The new economics of labour migration and the role of remittances in the

- migration process." *International Migration*, **37** (1): 63-88.
- Taylor, J. E., J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, D. S. Massey, and A. Pellegrino.1996a "International migration and community development." *Population Index*, **62** (3): 397-418.
- Taylor, J. E., J. Arango, G. Hugo, A. Kouaouci, D. S. Massey, and A. Pellegrino.1996b "International migration and national development." *Population Index*, **62** (2): 181-212.
- Taylor, J. E., and T. J. Wyatt.1996 "The shadow value of migrant remittances, income and inequality in a household-farm economy." *Journal of Development Studies*, **32** (6): 899-912.
- Taylor, M. J., M. J. Moran-Taylor, and D. R. Ruiz.2006 "Land, ethnic, and gender change: Transnational migration and its effects on Guatemalan lives and landscapes." *Geoforum*, **37** (1): 41-61.
- Tilly, C. (1984), *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*. Russell Sage Foundation: New York.
- Todaro, M. P.1969 "A model of labor migration and urban unemployment in less-developed countries." *American Economic Review*, **59**: 138-148.
- Van Dalen, H. P., G. Groenewold, and T. Fokkema.2005 "The effect of remittances on emigration intentions in Egypt, Morocco, and Turkey." *Population Studies-a Journal of Demography*, **59** (3): 375-392.
- Van Hear, N.2004 "Diasporas, Remittances, Development, and Conflict." *Migration Information Source*, June 1, 2003.
- Veblen, T. (1970), *The Theory of the Leisure Clas*. Unwin: London.
- Vertovec, S.1999 "Conceiving and researching transnationalism." *Ethnic and Racial Studies*, **22** (2): 445-462.
- Worldbank (2005), *Global Development Finance 2005* World Bank: Washington D.C.
- Zachariah, K. C., E. T. Mathew, and S. I. Rajan.2001 "Impact of Migration on Kerala's Economy and Society." *International Migration*, **39** (1): 63-88.
- Zelinsky, Z.1971 "The Hypothesis of the Mobility Transition." *Geographical Review*, **61** (2): 219-249.